



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Juin 2021

POLOGNE	1
HONGRIE.....	9
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	15
LETTONIE.....	18
LITUANIE.....	19
ESTONIE.....	21

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,5 PLN

Financement

- Début juin, l'Agence pour le développement de l'entrepreneuriat (*PARR*) a signé de nouveaux contrats avec certains bénéficiaires du programme « Développement de l'entrepreneuriat et innovations » financé avec les fonds norvégiens. Son but est de financer les projets des entreprises polonaises en matière de technologies vertes et d'innovation visant à améliorer la qualité de vie. La PARR a soutenu au total 104 projets pour un montant de 73 M€.

Nominations / Démissions

- Paweł Strączyński a démissionné du poste de président de Tauron à compter du 21 juillet, après 4 mois en poste.

Climat/Environnement

- Voici les données sur les sites de protection de la nature en Pologne en 2020 présentées dans un rapport publié récemment par l'Office des Statistiques (*GUS*) :

	Nombre de sites	Surface totale			
		en milliers d'hectares	en %	en % de la superficie du pays	par habitant en m2
TOTAL	10 837	10 106,4	100,0	32,3	2 641,2
Parcs nationaux	23	315,1	3,1	1,0	82,4
Réserves naturelles	1 502	170,2	1,7	0,5	44,5
Sites paysagers	126	2 520,4	24,9	8,1	658,7
Zones des paysages protégés	387	6 926,5	68,5	22,2	1 810,1
Réservoirs de biodiversité	8 291	55,2	0,5	0,2	14,4

source: Office des Statistiques (GUS)



Qualité de l'air

- Le 1^{er} juillet a démarré Registre Central de l'Emissivité des Bâtiments (*CEEB*) qui devra recenser les données et les informations sur les sources du chauffage dans les bâtiments individuels et collectifs en Pologne d'une puissance jusqu'à 1 MW. Les habitants et les syndicats de copropriété ont un an pour faire la déclaration auprès de la commune ; en cas de manquement à cette obligation, ils devront s'acquitter d'une amende de 111 € environ, pouvant atteindre 1111€ si l'affaire est portée devant le tribunal.

Déchets

- Selon les données de l'Office central des statistiques (*GUS*), 13,1 Mt de déchets municipaux ont été collectés en 2020 (soit une hausse de 2,9% par rapport à 2019). Un habitant a donc produit 342 kg d'ordures ménagères ce qui représente une augmentation de 10 kg par rapport à l'année précédente. En 2020, les déchets municipaux collectés ont été traités de façon suivante :
 - récupération : 7,73 Mt (59%), dont :
 - recyclage: 3,49 Mt (26,7%),
 - traitement biologique: 1,57 Mt (12%),
 - valorisation énergétique: 2,65 Mt (20,3%),
 - élimination des déchets: 5,38 Mt (41%), dont :
 - incinération sans valorisation énergétique: 0,16 Mt (1,3%),
 - mise en décharge : 5,2 Mt (39,8%).

En 2020, en Pologne il y avait 271 décharges de déchets urbains (contre 278 à la fin 2019) d'une surface totale de 1 692 ha. A la fin 2020, 2 025 dépôts sauvages des déchets ont été recensés.

- Le gouvernement a adopté l'amendement de la loi sur la propreté et l'ordre dans les communes introduisant la taxe maximale mensuelle de 150 PLN (environ 33,3 €) par ménage pour la collecte des déchets calculée sur la base de la consommation moyenne d'eau. La taxe maximale a été précisée afin d'empêcher l'augmentation des prix de collecte des déchets municipaux. Pour rappel, dans plusieurs villes où les taxes de collecte sont calculées selon la consommation d'eau (la loi sur la propreté et l'ordre dans les communes définit les 4 méthodes de calcul de taxes : selon la superficie, le nombre des personnes déclarées dans un ménage, la consommation moyenne d'eau et une taxe forfaitaire par foyer), les prix de collecte ont dernièrement augmenté de plusieurs centaines de pourcent.
- Le gouvernement prépare un nouvel amendement de la loi sur la propreté et l'ordre dans les communes visant à donner aux communes la possibilité de cofinancer avec leurs propres ressources les coûts liés à la collecte des déchets municipaux. Cette solution pourrait être mise en place dans deux cas : 1. quand les recettes provenant des taxes pour la collecte des déchets sont insuffisantes pour couvrir les coûts de fonctionnement du système de gestion des déchets municipaux et 2. pour diminuer les taxes de collecte des déchets payés par les habitants.
- Les cimenteries polonaises ont ces dernières années investi environ 2,2 Md€ dans leur modernisation. Une grande partie de ces investissements a été dédiée aux installations de valorisation des combustibles solides de récupération-CSR (actuellement, les cimenteries traitent entre 10 et 15% des déchets municipaux, soit entre 1,5 et 2 Mt de déchets sont utilisés pour la production des carburants alternatifs). Les CSR sont massivement utilisés par les cimenteries qui veulent avant tout réduire les coûts élevés liés aux prix de quotas d'émissions. Pourtant, la « politique industrielle » publiée le 9 juin dernier le Ministère du Développement, du Travail et de la Technologie indique la nécessité de stopper « l'utilisation excessive des déchets de caoutchouc [avant tout les pneumatiques usagés] importés comme carburant par les cimenteries » et propose de les réutiliser comme p.ex. comme revêtement routier. La solution est fortement critiquée par l'Association des fabricants de ciment selon laquelle les restrictions d'accès aux déchets pourraient se traduire par une augmentation des prix des quotas d'émissions et, en conséquence, des prix du ciment.

Milieu marin

- Le ministère de l'infrastructure a soumis en consultation publique la mise à jour du Programme de la Protection des Eaux Marines visant à prévenir la dégradation de l'environnement marin, à limiter la pollution et à restaurer les écosystèmes. La consultation se déroulera jusqu'au 5 octobre 2021.

Eau et assainissement

- En 2020, le captage d'eau en Pologne pour les besoins de la population et de l'économie s'élevait à 8,7 km³ (dont 5,9 km³ pour la production, 2 km³ pour les besoins du réseau d'alimentation en eau et 0,8 km³ pour le remplissage d'étangs à poissons) contre 9,3 km³ en 2019 (soit une baisse d'environ 6%). Les eaux de



surface étaient la source principale d'approvisionnement en eau et leur captage a atteint 6,9 km³ et a couvert 80% des besoins. Le volume des eaux usées industrielles et communales nécessitant un traitement s'élevait à 2,2 km³ et se situait à un niveau comparable de 2019. Le volume des eaux usées non traitées était de 0,1 km³. En 2020, on a noté une augmentation du nombre d'installations de traitement des eaux usées industrielles (de 859 en 2019 contre 876 en 2020). Le nombre de stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires a augmenté à 3 281 contre 3 278 en 2019. Le taux de la population ayant accès aux installations de traitement des eaux usées s'élevait à 75% : respectivement à 95% dans les villes et à 45% dans les villages. Vu le sous-développement du réseau d'assainissement, plusieurs ménages utilisent encore les installations d'évacuation des eaux usées individuelles. En 2020, il y avait, comme l'année précédente, 2,1 M de fosses septiques.

ENR

- Sur les huit enchères ENR organisées en mai et juin de cette année, seules trois ont été concluantes. Cette année, un peu plus de 68 TWh d'énergie électrique provenant de sources renouvelables, d'une valeur totale de près de 24 Md PLN (5,3 Md€), ont été mis en vente lors de toutes les enchères. Un volume total de plus de 36,7 TWh d'énergie d'une valeur totale de plus de 8,5 Md PLN (1,8 Md€) a été vendu. La totalité de l'aide sera accordée aux nouvelles installations. Seulement 0,127 TWh d'électricité ont été contractés pour des technologies autres que les centrales éoliennes et photovoltaïques (centrales hydroélectriques). À la suite des enchères de cette année, un total de plus de 2,5 GW de nouvelles capacités ENR pourront être créés. L'enchère destinée à des nouvelles installations photovoltaïques et éoliennes terrestres de petite taille (pas plus de 1 MW) a suscité le plus grand intérêt. 432 fabricants ont participé à la vente aux enchères, plaçant un total de 1264 offres. Toutes les offres ont été soumises par des entrepreneurs investissant dans des installations photovoltaïques. Près de 11,9 TWh d'énergie (81,3% de la quantité d'énergie à vendre) ont été vendus dans le cadre de 1016 offres soumises par 335 producteurs, pour une valeur totale de plus de 2,7 Md PLN (600 M€) (52 % de la valeur de l'énergie à vendre). Grâce à cette enchère, des installations photovoltaïques d'une puissance électrique totale installée de près de 1 GW pourront être créées. Le prix de référence dans ce panier était de 340 PLN/MWh (75 €/MWh). Le prix minimum auquel l'énergie a été vendue était de 207 PLN/MWh (46 €/MWh). L'enchère pour les unités d'une capacité supérieure à 1 MW dans les mêmes technologies a été rejointe par 88 producteurs, qui ont placé 111 offres au total. Près de 24,7 TWh d'électricité (64 % de la quantité à vendre) offerts par 72 producteurs pour un montant total de moins de 5,7 Md PLN (1,26 Md€) (53 % de la valeur de l'énergie à vendre) ont été vendus. Cette vente aux enchères permet de créer des installations photovoltaïques dont la puissance électrique totale installée dépasse 1,2 GW et des parcs éoliens terrestres dont la puissance dépasse 0,3 GW. « Pour la première fois, dans le panier dédié aux installations d'une capacité supérieure à 1 MW, on a constaté l'avantage de la capacité des installations photovoltaïques sur les projets de parcs éoliens terrestres couverts par les offres soumises, nous avons affaire à une disproportion de puissance significative entre ces technologies » - a déclaré Rafał Gawin, président de l'Office de la régulation de l'énergie (URE).
- Le 1^{er} juillet, un appel à candidature pour la troisième édition du programme « Mon électricité » a été lancé. Il durera jusqu'au 22 décembre 2021 (avec possibilité de prolongation) ou jusqu'à épuisement des fonds. Le budget du programme s'élève à plus de 500 M PLN (111 M€). En 2022, le Fonds national de la protection de l'environnement et de la gestion de l'eau (NFOŚiGW) lancera une quatrième édition du programme. La première tranche budgétaire s'élèvera à environ 850 M PLN (188 M€), et le montant de la tranche suivante sera annoncé à l'automne, après la vérification des budgets des États membres de l'UE.
- Le Ministère du climat et de l'environnement envisage de supprimer à partir du 1 janvier 2022 le système de rabais utilisé aujourd'hui dans les règlements avec les propriétaires d'installations photovoltaïques. Le système qui fonctionne actuellement est une sorte de stockage virtuel de l'énergie. Le prosommateur rend au réseau l'énergie non utilisée produite par les panneaux photovoltaïques et peut ensuite la recevoir à un autre moment - lorsque les panneaux ne fonctionnent pas ou produisent trop peu d'électricité. Le ministère du climat propose de remplacer ce système par un nouveau mécanisme de règlement selon lequel les prosommateurs vendront l'énergie excédentaire de leurs propres installations. « Les solutions proposées par le Ministère du climat et de l'environnement permettront de construire un nouveau système électrique et un nouveau marché de l'énergie dans lesquels les prosommateurs joueront un rôle extrêmement important. Afin d'assurer la poursuite du développement dynamique de la production distribuée, il est nécessaire d'introduire les changements dans le système de facturation existant. Les solutions actuelles ne sont pas viables à long terme ». déclare Ireneusz Zyska, vice-ministre du climat et de l'environnement, plénipotentiaire du gouvernement pour les énergies renouvelables.
- Energa Green Development, une filiale nouvellement créée d'Energa, développera des sources d'énergie renouvelables terrestres dans le groupe intégré Orlen.



Energie

Politique énergétique

- Le 1 juillet le président Andrzej Duda a mis en place le Conseil pour l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles ; ses travaux seront présidés par le conseiller présidentiel Paweł Sałek. Le Conseil proposera des solutions concernant la protection de l'environnement, le climat et l'énergie, et examinera les solutions proposées par le gouvernement.

Nucléaire

- Les sociétés PKN Orlen et Synthos ont signé un accord de coopération pour la construction et la mise en œuvre de micro et petits réacteurs nucléaires d'une puissance de 300 MW. Dans un délai de trois mois, la coopération doit aboutir à la création d'une société de projet.
- ZE PAK (Zespół Elektrowni Pątnów-Adamów-Konin), et la société hongroise MVM ont un projet de construction d'une centrale nucléaire dans la région russe de Kaliningrad et de création d'une nouvelle liaison énergétique avec la Pologne. ZE PAK (qui appartient au milliardaire Zygmunt Solorz-Zak et possède des centrales électriques en Pologne) souhaiterait acheter une participation dans le projet de Centrale nucléaire balte détenu par Rosatom. Le partenaire de ZE PAK serait MVM, qui est le plus grand producteur d'énergie en Hongrie et le propriétaire de la centrale nucléaire Paks. Ce projet s'accompagne de réflexions quant à la création de liaisons énergétiques avec les pays voisins.

Charbon

- Les négociations entre la Pologne et la République Tchèque au sujet de la mine de Turów, entamées le 17 juin, se poursuivent. « *Les négociations ne sont pas faciles, car la partie tchèque a proposé un projet d'accord intergouvernemental, qui est difficile à accepter* »- a admis Artur Soboń, le vice-ministre des actifs publics. Du succès des négociations polono-tchèques dépend le retrait par la République Tchèque de leur plainte auprès de la Cour européenne de justice. En ce qui concerne le non-respect par la Pologne de la décision de la CJUE de suspendre l'extraction à la mine dans l'attente du jugement, la République Tchèque a demandé auprès de la Cour que la Pologne reçoive une amende de 5 M € par jour pour ne pas avoir arrêté l'extraction.
- La société minière australienne Praire Mining a déposé une plainte contre la Pologne pour réclamer 4,2 Md PLN (933 M€) de dédommagement. Praire Mining accuse la Pologne de manquer à ses obligations et de bloquer le développement des mines appartenant à la société sur son territoire.
- Le conseil d'administration de la voïvodie de Łódź a adopté le projet de plan territorial de la transformation juste de la voïvodie de Łódź qui a été mis à la consultation publique. Selon le projet, la fermeture des unités de production de la centrale électrique de Bełchatów aura lieu de 2030 à 2036. L'achèvement de l'exploitation du lignite dans les champs de Bełchatów et de Szczerców est prévu pour 2026 et 2038.
- Le 30 juin, le conseil de surveillance de PGE GiEK a démis Wioletta Czemieli-Grzybowska de ses fonctions de présidente de la société.

Electricité / Chaleur

- Le président de l'Office de régulation de l'énergie (URE) a annoncé les résultats de la vente aux enchères de la prime de cogénération (CHP). L'enchère, était destinée aux unités de cogénération nouvelles et fortement modernisées d'une capacité entre 1 et 50 MW. À la suite de cette vente, sept unités de cogénération pourront obtenir une aide d'un montant total de plus de 451 M PLN (100,2 M€) sur une enveloppe possible de 2 Md PLN (444 M€). 4,8 TWh (soit 26,7 % de l'énergie à vendre) ont été vendus.
- Au mois de juin, les discussions sur l'accord social pour le secteur électro-énergétique ont commencé. Elles regroupent outre la partie gouvernementale, les représentants des principaux syndicats du secteur.
- PKP Energetyka a lancé la plus grande installation de stockage d'énergie de traction d'Europe, située à Garbce, sur le territoire de Żmigród, près de Wrocław. L'investissement réalisé a une valeur de près de 20 M PLN (4,44 M €).

Hydrogène

- La société Sescom, cotée à la bourse et spécialisée dans le facility management, veut bénéficier des fonds prévus dans la Stratégie nationale Hydrogène d'ici 2030 pour développer son projet de construction de l'électrolyseur et de la chaudière à hydrogène. Les projets sont basés sur sa propre technologie appelé HGaaS qui permettrait de produire de l'hydrogène à partir du surplus d'énergie issue de sources renouvelables. Pour rappel, conformément à la stratégie susdite la Pologne envisage de dédier plus de



0,4 Md€ d'ici 2025 et au total 3,8 Md€ d'ici 2030 au développement des projets de l'hydrogène (électrolyseurs, développement des bus à hydrogène, stations de ravitaillement en hydrogène etc.).

- Orlen a présenté son programme d'investissement dans les projets à hydrogène appelé Hydrogen Eagle. Le programme prévoit la production d'environ 50 000 t d'hydrogène par an et la construction des 6 hubs (trois en Pologne, deux en République Tchèque et un en Slovaquie) où seront montés les électrolyseurs et réserves d'énergie. Les hubs de Orlen sont actuellement en cours de construction en Pologne : à Włocławek et à Trzebinia. Le troisième est prévu à Płock. Les deux nouveaux hubs dans le cadre du programme Hydrogen Eagle seront développés dans le sud et dans le nord du pays. Le programme prévoit aussi la construction des trois installations de transformation des déchets communaux en hydrogène à faible taux d'émission (à Płock, à Ostrołęka et en République Tchèque) et la construction d'un réseau international de 100 stations de ravitaillement en hydrogène (dont 54 en Pologne, 22 en République Tchèque et 26 en Slovaquie). Pour l'instant, Orlen détient deux stations-pilotes de ravitaillement en hydrogène en Allemagne. Le programme Hydrogen Eagle pourrait être financé avec les fonds européens ou nationaux ; il a déjà reçu l'avis favorable du ministère du travail, du développement et des technologies et est en attente de la notification du soutien par la Commission Européenne.

Gaz / Pétrole

- Le 31 mai, la Commission danoise en charge de l'Environnement et de l'Alimentation a annulé le permis de construire délivré par l'Office danois de protection de l'environnement pour la partie terrestre du gazoduc Baltic Pipe au Danemark d'une longueur d'environ 210 km. En conséquence, les travaux de construction ont dû être suspendus. Les Danois justifient leur décision par le fait que l'impact de l'investissement sur l'environnement n'a pas été suffisamment analysé. L'affaire a été renvoyée à l'Office danois de protection de l'environnement pour une nouvelle analyse. La société danoise Energinet, responsable de la construction du gazoduc au Danemark, a pu reprendre la construction de la majeure partie de la section terrestre du Baltic Pipe. Les travaux resteront suspendus sur deux tronçons jusqu'à l'obtention de la nouvelle décision environnementale. L'Agence danoise de protection de l'environnement estime que l'ensemble de la procédure de délivrance des nouveaux permis prendra 6 à 8 mois. Selon Energinet, le projet sera retardé de trois mois par rapport au calendrier précédent qui prévoyait la mise à disposition de la capacité complète le 1er octobre 2022. En même temps, la société assure qu'elle sera en mesure de mettre à disposition la majorité de la capacité du gazoduc à la date de mise en service prévue initialement. Energinet estime que les coûts du projet augmenteront de 80 M€.
- La Commission européenne a prolongé jusqu'au 14 novembre le délai de réalisation des mesures correctives dans le cadre du rachat du groupe Lotos par PKN Orlen.
- La société Energa du groupe Orlen a signé une annexe à l'accord avec GE Power pour la construction de la centrale électrique d'Ostrołęka C. L'annexe modifie la technologie dans laquelle l'investissement sera réalisé – de la centrale au charbon à la centrale au gaz. La construction de la centrale électrique au gaz coûtera environ 2,5 Md PLN (555 M€). Le début des travaux de construction est prévu pour fin 2021 ou début 2022. Les travaux liés au raccordement de l'installation au réseau de gaz sont déjà en cours. Le projet sera mis en œuvre comme « brown field » - avec une utilisation maximale de l'infrastructure réalisée pour le projet de charbon.

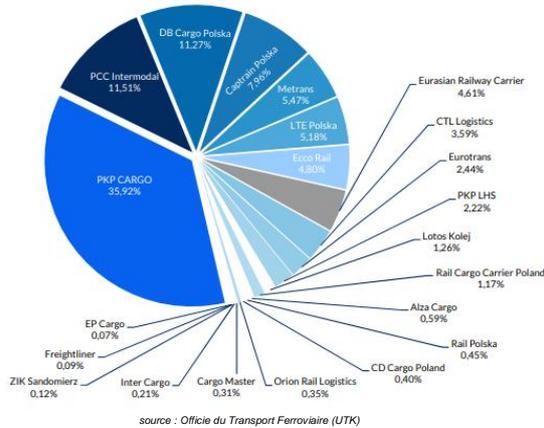
Transport

Ferroviaire

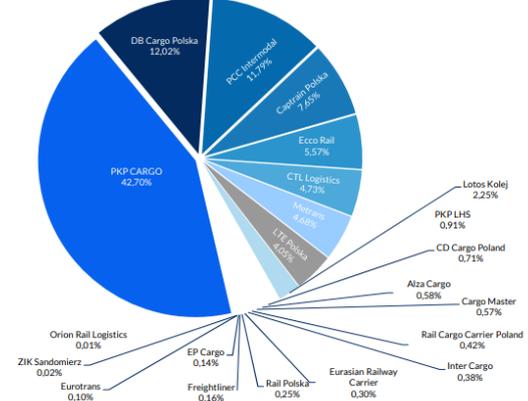
- L'opérateur de fret ferroviaire PKP Cargo vient de réceptionner les 44 premières plateformes intermodales commandées auprès du consortium polonais-roumain Wagony Świdnica et Astra Rail. Le contrat cofinancé avec les fonds européens comprend la fourniture de 220 plateformes et sa valeur s'élève à 54 M€. Pour rappel, en 2019 l'opérateur avait aussi signé un contrat avec l'entreprise slovaque Tatravagónka pour la livraison des 936 plateformes intermodales d'ici la fin 2022. Au total, dans un proche avenir le parc de PKP Cargo pourrait s'accroître de 1156 nouvelles unités. Les investissements dans le matériel roulant permettraient à PKP Cargo de développer son activité dans le transport international, en particulier, dans les pays des "Trois Mers", dans les connexions entre les terminaux et les ports de la Mer du Nord ainsi que dans la nouvelle route de la soie. Il est à noter que l'opérateur vient de signer avec la société slovaque Forespo le contrat d'achat du site de production du matériel roulant en faillite situé à Gniewczyn (région des Basses-Carpates). En 2020, dans le segment de transport intermodal, PKP Cargo a réalisé 4290 M km ce qui représente une hausse d'entre 5 et 7% par rapport à 2019 ; l'entreprise a transporté 9,7 Mt de marchandises, soit une augmentation de 2,3% par rapport à 2019.



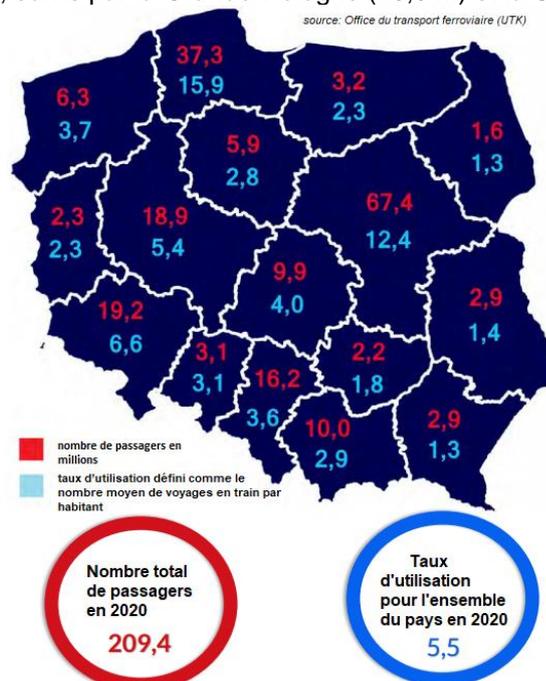
Part du marché de transport intermodal de fret en 2020 selon le volume des marchandises transportées :



Part du marché de transport intermodal de fret en 2020 selon les performances :



- Selon un rapport publié récemment par l'Autorité du transport ferroviaire (UTK), en 2020, les régions polonaises présentant les plus forts taux d'utilisation du transport ferroviaire correspondaient à la Poméranie (nord), la Mazovie (région de Varsovie) ainsi que la Basse-Silésie (sud-est, région de Wrocław). Le taux d'utilisation est défini comme le « nombre moyen de voyages en train par habitant ». Il a atteint respectivement dans les trois régions 15,9 ; 12,4 et 6,6. Les plus faibles valeurs ont au contraire été enregistrées dans les régions de l'est de la Pologne à savoir la voïvodie de Lublin (1,4), des Basses-Carpates (1,3) et de Podlachie (1,3). Sur l'ensemble de la Pologne, le taux a atteint en 2020 5,5 ; un résultat faible dû principalement aux restrictions aux déplacements mises en place en raison de la crise sanitaire. Comme le rappelle l'Autorité ferroviaire, le taux d'utilisation du transport ferroviaire était en hausse jusqu'à 2020, gagnant 1,9 point entre 2015 et 2019 pour s'établir sur cette dernière année à 8,7. En termes du nombre total de passagers, la région de Mazovie reste le leader avec 67,4 M de voyageurs en 2020. Ce résultat correspond néanmoins au pire résultat enregistré par la région depuis 2010 et tranche avec une barre haute de 100 M de voyageurs dépassée en 2015, 2016, 2015 et 2019 (cette dernière année enregistrant un pic de 104,9 M de passagers). La Poméranie (37,3 M) et la Basse-Silésie (19,2 M) sont à la pointe dans ce classement, suivis par la Grande-Pologne (18,9 M) et la Silésie (16,2 M).



- La Commission Européenne a validé le cofinancement à hauteur de 92 M€ pour le renouvellement du matériel roulant par PKP Intercity, opérateur national longue distance. Le projet prévoit la modernisation des 183 rames et des 20 locomotives électriques ainsi que l'achat des 6 nouvelles rames. Actuellement, l'âge moyen des rames utilisées par PKP Intercity est de 29 ans ; il est de 33 ans pour les locomotives.



Aérien

- Le ministère de l'infrastructure prépare le projet d'amendement de la loi sur l'Agence polonaise des services de navigation aérienne (PAŻP) qui prévoit entre autres, la possibilité de mise en place par la PAŻP de filiales qui pourraient offrir des services commerciaux, p.ex. pour les opérateurs de drones. L'amendement prendra également en compte les changements de la réglementation européenne sur le ciel unique proposés en septembre 2020 et relatifs à ouverture à concurrence des prestataires de gestion des courants de trafic aérien. De plus, le projet de loi prévoit également la modification de la loi sur le règlement des conflits du travail qui mettrait en place l'interdiction de grève pour les contrôleurs aériens. Le projet d'amendement pourrait être adopté en conseil des ministres avant la fin septembre 2021.

Electromobilité

- La Direction générale des routes nationales et autoroutes (la GDDKiA) poursuit l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques sur le réseau de voies rapides qu'elle gère. La Direction a notamment annoncé avoir signé plusieurs contrats couvrant au total 28 « points de service des voyageurs de catégorie 1 » (aires de repos). Les bornes de recharge seront déployées dans 18 d'entre eux par le consortium Ekoen et Ekoenergetyka Polska et dans les dix derniers par Greenway Polska. Les accords se présentent sous la forme de contrats de location du terrain avec des entités qui seront les futurs opérateurs des bornes. Chaque borne se composera de deux points de charge de 50 kW de puissance minimale. Les bornes devront être prêtes pour le 2ème semestre 2022. Ces bornes ne seront pas les premières installées sur le réseau de voies rapides géré par la GDDKiA. Depuis le deuxième semestre 2020, des bornes ont déjà été installées sur l'autoroute A4 et la route express S8. Comme le souligne la GDDKiA, les entreprises de carburants développent également des réseaux de points de charge le long des voies rapides sur des aires de catégorie 2 et 3 (aires de repos disposant d'infrastructures de services supplémentaires, notamment des stations essence, des services gastronomiques voire d'hôtellerie, etc.).

Urbain

- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) financera l'achat des bus électriques pour le transport scolaire des enfants dans les 16 communes. Le financement sera alloué dans le cadre de la deuxième édition du programme 'Kangur' (kangourou) dont l'enveloppe s'élève à environ 8,9 M€.
- Le consortium de Solaris Bus & Coach et de Millenium Leasing a remporté le contrat pour le crédit-bail pour 10 ans des 51 bus pour la régie de transports à Łódź. La valeur du projet s'élève à environ 32 M€.
- Konin (voïévodie de Grande-Pologne) est la première ville polonaise à avoir signé le contrat pour le leasing d'un bus à hydrogène. La seule offre a été présentée par la société Solaris. La valeur du crédit-bail pour quatre ans s'élève à 0,64 M€.

Infrastructures de transport

- Selon la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA), la Pologne est actuellement le plus grand chantier routier d'Europe, avec près de 1500 km de routes en cours de construction. L'un des plus grands défis auxquels les constructeurs de routes doivent faire face est la hausse des prix des matériaux de construction. L'acier, les carburants et les asphaltes sont de plus en plus chers. Comme l'écrit le journal Rzeczpospolita « *Ce n'est plus la pandémie qui menace la mise en œuvre des plans dans le secteur de la construction, mais un boom des investissements qui entraîne une augmentation significative de la demande de matériaux de construction et, par conséquent, une flambée des prix. Selon les représentants des organisations du secteur, les baisses de la valeur des offres dans les appels d'offres routiers constatées l'année dernière seront bientôt oubliées* ». En ce qui concerne l'asphalte, ses prix ont augmenté de 30 à 40 % entre mars 2020 et mai 2021, alors que sa production chutait entre 2019 et 2020 de 19% dans les usines d'Orlen et de 45 % dans celles de Lotos, tandis qu'au premier trimestre de 2021, les baisses en glissement annuel s'élevaient respectivement à 38 et 19 %.
- En novembre 2020, les représentants du secteur ferroviaire ont déclaré que la valeur de l'appel d'offres pour 2021 s'élèverait à 17 Md PLN (3,7 Md€). Interrogé par le journal Dziennik Gazeta Prawna, la société PKP PLK (gestionnaire national du réseau ferroviaire), a admis récemment que la valeur des appels d'offre prévus pour cette année diminuerait à 10 Md PLN (2,2 Md€).
- Le 2 juillet, l'offre de la société néerlandaise NACO (Netherlands Airport Consultants) a été retenue comme la plus favorable dans le cadre de la procédure de sélection du réalisateur du Master Plan pour le pôle multimodal central (CPK). Quatre offres ont été soumises dans le cadre de cette procédure. L'offre de la société néerlandaise a obtenu un score nettement supérieur à celui de la concurrence en termes de



méthodologie de la réalisation du contrat. Parmi les autres soumissionnaires figuraient Arup Poland, un consortium dirigé par ILF Consulting Engineers Poland, ainsi que ADP Ingenierie et IDOM Consulting. Aucune offre n'a été rejetée et aucun soumissionnaire n'a été exclu de la procédure. La valeur de l'offre sélectionnée par NACO est d'environ 10 M€ et était inférieure au budget prévu par CPK, mais la plus élevée parmi toutes les offres soumises. C'était la deuxième approche de CPK pour choisir l'auteur de cette étude. Le premier appel d'offres a été annulé à la fin de l'année dernière (aucune des offres soumises ne remplissait les critères formels de la procédure, ce qui a été confirmé par la Chambre nationale d'appel).

- La société CPK a sélectionné les offres dans le cadre de deux appels d'offres pour les travaux préparatoires des sections : Łódź - Sieradz - Wrocław et Wrocław - Świdnica - Wałbrzych - frontière tchèque. Il s'agit au total de plus de 260 km de nouvelle ligne ferroviaire sur laquelle les trains pourront circuler à une vitesse allant jusqu'à 250 km/h. L'objet de la commande porte sur des études technico-économiques-environnementales, c'est-à-dire la documentation clé de pré-conception. Dans le premier appel d'offres, la société CPK a choisi l'offre de 38,1 M PLN nets (8,46 M€), soumise par le consortium de sociétés : Multiconsult Polska, Arcadis, Transport Gdanski et IDOM Inżynieria. Le choix a été déterminé par : le prix (60%) et l'expérience du personnel (40%). Dans la deuxième procédure, l'offre de la société BBF, d'une valeur de 15,1 M PLN net (3,35 M€) a été jugée la plus avantageuse. Dans le cas de ce choix, le prix a compté pour 70 % et l'expérience du personnel pour 30 %.
- Michał Wrona a quitté le conseil d'administration du CPK. Il était le dernier membre à avoir rejoint le conseil d'administration au tout début de l'activité de l'entreprise. Ses compétences seront reprises par Mikołaj Wild. Actuellement, le conseil est composé de trois membres. Pour l'instant, il n'y a aucune information concernant l'annonce d'un concours pour un nouveau membre du conseil d'administration. Outre le président Mikołaj Wild, il y a également Patryk Felmet, qui a rejoint le conseil d'administration en avril de cette année, et Radosław Kankat, qui a pris ses fonctions janvier dernier. Le premier est chargé de la gestion immobilière, des relations extérieures, de la communication et du marketing, et le second est responsable de la composante ferroviaire de l'investissement.
- Budimex, la plus grande société opérant en Pologne dans le secteur routier et ferroviaire, se prépare à une expansion internationale. Elle entend conquérir entre autres les marchés de l'Allemagne et de la République tchèque. « Bien que Budimex opère depuis 40 ans au-delà de notre frontière occidentale dans le domaine de la production d'éléments en béton, nous voulons désormais y décrocher des contrats d'infrastructure. Ces dernières semaines, la société a déjà commencé à soumettre ses premières offres dans le cadre d'appels d'offres publics pour des investissements routiers et ferroviaires en Allemagne et en République tchèque. Cette année, en raison de la transition entre les perspectives de l'UE, sera difficile dans ces pays en raison du nombre limité d'appels d'offres. Nous pouvons également constater une forte concurrence et une pression sur les prix. Toutefois, nous supposons que l'année prochaine, nous remporterons des contrats étrangers d'une valeur d'au moins plusieurs centaines de millions de PLN. Nous comptons principalement sur des projets en Allemagne et en République tchèque. Nous nous concentrons sur les commandes concernant les infrastructures routières et ferroviaires, domaine dans lequel nous excellons en Pologne », déclare Artur Popko, président de Budimex.

Bâtiment/Logement

- Les prix des appartements s'envolent et les clients achètent pratiquement tous les appartements disponibles. Selon un expert immobilier, le marché est constamment alimenté par divers facteurs - faibles taux d'intérêt sur les dépôts, crédit bon marché et crainte que les promoteurs augmentent les prix ou que l'inflation augmente. Le graphique ci-dessous présente les prix de nouveaux appartements en mai 2020 (en bleu) et en mai 2021 (en rouge) en milliers PLN/m² et la variation en pourcentage (flèche blanche) :



Źródło: RynekPierwotny.pl

source : Rzeczpospolita, Rynek Pierwotny



- Au cours des cinq premiers mois de 2021, 87 100 appartements ont été mis à disposition, soit 8,9 % de plus que pour la même période de l'année dernière.
- Selon les données préliminaires de l'Office Nationale des Statistiques (GUS), au mois de mai, la production du secteur de la construction et de l'assemblage a augmenté de 4,7 % par rapport à la même période de l'année précédente.
- L'Association polonaise de la construction écologique (PLGBC) a préparé une feuille de route pour la décarbonisation du secteur de la construction en Pologne d'ici 2050. Veuillez trouver le lien vers le rapport, disponible en anglais : <https://plgbc.org.pl/projekty/roadmap/>

HONGRIE

Énergie

Gaz

- Le régulateur de l'énergie MEKH a annoncé que la consommation de gaz naturel a augmenté de 26% en avril 2021, par rapport à l'année dernière. Le temps froid et la reprise de la demande des centrales électriques au gaz en sont la cause.
- D'après une enquête du régulateur de l'énergie MEKH, c'est à Budapest que le prix du gaz naturel est le plus faible parmi les 27 capitales de l'UE + Londres et Belgrade, et ce depuis 19 mois sans interruption. Le prix en mai 2021 s'établit à 2,81 cts d'euro le KWh. Pour l'électricité, Budapest est la deuxième capitale la moins chère (10,40 cts d'euro le KWh en mai 2021).
- Un accord préliminaire a été conclu entre le ministre des Affaires Etrangères, Péter Szijjártó, et le PDG de Gazprom, Alexey Miller lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg. Le nouvel accord vise à remplacer l'accord actuel prévoyant la livraison de gaz naturel à la Hongrie par la Russie, alors qu'il expire en septembre. Szijjártó souhaite conclure un contrat de 15 ans afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique de la Hongrie. Le nouvel accord devrait prévoir des prix flexibles qui sont actuellement en cours de négociation. Le ministre a déclaré que la construction d'un gazoduc reliant la frontière Hongrie-Serbie au réseau de gazoducs hongrois serait achevée d'ici le 1er octobre, permettant la livraison de grandes quantités de gaz à la Hongrie.
- E.ON Energiakereskedelmi, ancienne filiale du groupe E.ON va changer de nom pour s'appeler Audax Renewables. L'entreprise avait été rachetée par le groupe espagnol Audax Renovables en 2020, et a 22 000 clients (entreprises et collectivités). Audax Renewables entrera sur le marché du gaz naturel l'année prochaine, et envisage de commencer la production d'énergies renouvelables en Hongrie.

Electricité

- Grâce à la production électrique élevée des panneaux photovoltaïques, la Hongrie a pu exporter de l'électricité en avril. Le poids des centrales solaires dans la production d'électricité a atteint 8 % au cours de ce mois. Entre avril 2020 et avril 2021, la production d'électricité au lignite a augmenté de 22 % en glissement annuel, tandis que les centrales au gaz ont produit 45 % d'électricité en plus. Enfin, la consommation nette d'électricité a augmenté de 14,5 %.
- La forte hausse des températures en Hongrie est responsable de l'augmentation de la consommation électrique. Le 22 juin en début de soirée, la consommation électrique a dépassé un record pour la période estivale (à 6 660 MW), dépassant le précédent record du 27 juin 2019 à 6 633 MW. Avec l'intensification des épisodes de forte chaleur, le gestionnaire du réseau de transport électrique MAVIR prévoit que les records de consommation électrique en été pourraient atteindre 9 389 MW en 2026 et 11 322 MW en 2031. Pour répondre à la demande, les importations d'électricité ont augmenté, dans la mesure où la production de la centrale nucléaire de Paks reste stable (autour de 2 000 MW), et que l'énergie solaire ne peut être produite en début de soirée.
- Les marchés d'électricité de la région 4M MC (Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Roumanie) ont été reliés avec les pays de la région MRC (Europe Occidentale) sur le marché de négociation d'électricité pour le lendemain (Day-Ahead Trading). Cette action s'inscrit dans l'objectif d'intégrer les différents marchés organisés de l'électricité. Les marchés de gros de l'électricité sont couplés de la manière la plus efficace au moyen d'un algorithme commun qui prend en compte les contraintes de transport transfrontalier et en calculant les prix. Le couplage Croatie-Hongrie devrait suivre en début d'année 2022.
- MVM Next Energiakereskedelmi (filiale de l'électricien national MVM) a été choisi par le régulateur de l'énergie (MEKH) pour reprendre les 2,2 M de clients sur le marché régulé d'Elmu-Emasz, filiale du groupe allemand E.ON, du MEKH et de MVM. La reprise se fera à compter du 1er septembre 2021. Cela fait suite au retrait de la licence d'Elmu-Emasz. E.ON Hungaria souhaite restructurer ses activités et continuera à approvisionner ses clients sur le marché dérégulé. MVM Next approvisionne 4,2 millions de clients en



électricité et en gaz et est la seule entreprise de services publics en Hongrie à détenir une licence réglementée d'électricité et de gaz sur le marché de détail pour l'ensemble du pays. Par ailleurs, le gouvernement a décidé par décret que la reprise d'Elmu-Emasz par MVM revêtait une importance stratégique pour l'économie nationale, ainsi l'autorité de la concurrence n'aura-t-elle pas le pouvoir d'enquêter sur l'opération.

- MVM a reçu la note BBB- par l'agence de notation Standard & Poor's, et BBB par Fitch, avec pour les deux agences une perspective « stable ». Ces deux notes rangent les titres émis par MVM dans la catégorie des « titres investissables ». Il s'agit de la première évaluation financière de ce type pour MVM, qui souhaite se développer à l'étranger (l'entreprise souhaite réaliser un quart de son CA à l'international d'ici quatre ans) et bénéficier de l'apport de capitaux internationaux. Fitch a relevé que sa note reflétait « la part de marché élevée de MVM et une position intégrée dans les différents segments des marchés hongrois de l'électricité et du gaz ».

Energies fossiles

- En 2020, la centrale électrique de Mátra a généré une perte de 42,7 Md HUF (121,6 M€). La production au lignite devient de moins en moins rentable à mesure que les prix du carbone sur le marché européen progressent. Les analystes estiment que lorsque la tonne de CO₂ dépasse 17€, la centrale de Mátra devient déficitaire, or ce prix a récemment atteint 53€. La centrale nécessite entre 2 et 3 Mt de charbon par an, ce qui porte les coûts des quotas de carbone à 100-150 M€ par an. La centrale appartient aujourd'hui à l'électricien national MVM, détenu par l'Etat, qui l'a rachetée à l'homme d'affaires Lőrinc Mészáros en 2019, pour 17 Md HUF (52,2 M€). Les nouvelles restrictions attendues à l'échelle européenne risquent de peser encore plus sur la rentabilité de la centrale.
- La compagnie pétrolière et gazière autrichienne OMV va vendre 92,25% de sa participation dans son unité slovène à son homologue hongroise MOLGroup pour 301 M€. Les 7,75% restants d'OMV sont détenus par la compagnie pétrolière croate INA, elle-même majoritairement détenue par MOL. MOL va ainsi acquérir 120 stations-services en Slovénie, alors qu'elle en possède déjà 48 sous sa marque MOL Slovénie et 5 en tant que propriétaire d'INA. La transaction doit être autorisée par les autorités de la concurrence slovène, et devrait être finalisée l'année prochaine. MOL souhaite posséder 2 200 stations-service dans la région d'ici 2025, elle en possède 1941 actuellement (466 en Hongrie, 434 en Croatie, 304 en Tchéquie, 254 en Slovaquie, 243 en Roumanie, 106 en Bosnie-Herzégovine, 70 en Serbie, 53 en Slovénie et 11 au Monténégro).

ENR

- L'autorité de régulation de l'énergie MEKH a annoncé que la production d'électricité à partir de sources renouvelables a augmenté de 17,7% en 2020, pour représenter 11,9% de la consommation totale. L'électricité produite par les panneaux solaires a bondi de 63,7% entre 2019 et 2020. Par ailleurs, la capacité totale des panneaux solaires a atteint 2 000 MW, ce qui est supérieur à la capacité de la centrale nucléaire de Paks. La production domestique d'électricité en 2020 s'est élevée à 34 924 GWh, en hausse de 2,3%. La dépendance hongroise aux importations énergétiques a chuté de 13 points de pourcentage et reste élevée à 56,3% en 2020. Mais cette baisse est principalement due à la diminution des importations de gaz (-39,5 points), du fait de l'importance des stocks constitués en 2019.
- Le lancement de la construction de l'usine de batteries électriques par SK Innovation à Ivánca est imminent. Il s'agira du plus grand investissement sur site vierge (greenfield) en Hongrie. Le projet créera 2 500 emplois et SK Innovation devrait investir plus de 1,9 Md€. Le gouvernement a mis de côté 50 Md HUF (141 M€) de subvention pour ce projet. Les coûts des nouvelles infrastructures et du raccordement au parc industriel se décomposent ainsi - connexion routière : 1,6 Md HUF (4,5 M€) ; connexion ferroviaire : 1,7 Md HUF (4,8 M€) ; réseau électrique : 10,2 Md HUF (28,8 M€) ; réseau d'eau : 35,9 Md HUF (101,3 M€).
- Le gouvernement lance un nouvel appel d'offres doté de 3 Md HUF (8,5 M€) afin de subventionner l'achat de voitures électriques. Les particuliers résidant en Hongrie peuvent demander des subventions pour un véhicule électrique, alors que les associations et les institutions de l'enseignement supérieur peuvent être subventionnées pour cinq véhicules. Les subventions sont plafonnées à 1,5 M HUF (4 200 €) ou 2,5 M HUF (7 000 €) selon les caractéristiques des véhicules. Initialement, l'appel d'offres était décomposé en trois temps (juin-02/07/2021 ; 09/08/2021-27/08/2021 et 11/10/2021- juin 2022), et chaque phase offrait une subvention de 1 Md HUF. La première phase de l'opération a été un réel succès, puisque les fonds alloués ont été consommés en une seule journée. Finalement, le gouvernement a décidé de rendre disponible immédiatement les 3 Mds HUF.
- Le maire de Budapest, Gergely Karácsony a annoncé le lancement d'un nouveau programme « Nappal hajtvá » qui vise à installer 10 M m² de panneaux solaires individuels sur les toits de la ville. L'objectif est



de parvenir à une puissance de 1 500 MW d'ici 2030. Les émissions de CO₂ de Budapest s'élèvent à 6 Mt environ chaque année, et l'objectif est de réduire ce chiffre de 40% d'ici 2030 (- 2,4 Mt de CO₂). La mairie estime que les panneaux solaires pourraient représenter 19% de cette réduction (456 000 t de CO₂). Aujourd'hui, seulement 4% de la consommation énergétique de la capitale est issue d'énergies renouvelables. Au titre de ce projet, Budapest reçoit près de 600 000 € de la part du ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire.

Nucléaire

- Lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le ministre des Affaires Etrangères Péter Szijjártó s'est entretenu avec le PDG de Rosatom, Alexey Likhachev. Le ministre a déclaré que les conditions seraient en place pour démarrer la deuxième phase de construction des nouveaux réacteurs d'ici la fin du mois de septembre, date à laquelle l'autorité atomique (OAH) devrait se prononcer sur la délivrance de la licence d'exploitation de Paks-II. M. Szijjártó souhaite que les premiers éléments concrets des nouveaux blocs soient mis en place l'année prochaine. Il s'est félicité que le poste de transformation soit déjà en fonctionnement. Ce poste fournira l'électricité pour les travaux de construction de la centrale. Outre l'atteinte de ses objectifs climatiques de réduction de GES pour 2030 et 2050, la Hongrie souhaite augmenter ses exportations d'électricité vers les pays voisins grâce au nucléaire, et a entamé des pourparlers en ce sens.
- János Süli, le ministre sans portefeuille en charge de l'extension de la centrale nucléaire de Paks-II a annoncé que les deux nouveaux blocs de la centrale pourraient entrer en exploitation commerciale en 2029 et 2030. Une période d'essais d'environ 6 mois précédera le lancement de l'exploitation commerciale.
- La renégociation du prêt russe pour financer l'investissement de la centrale nucléaire de Paks-II (veille d'avril 2021) a été approuvée par le Parlement (119 voix pour, 44 contre, 16 abstentions). La Hongrie pourra commencer à rembourser les 10 Md€ à partir de 2031 (et non plus 2026), jusqu'en 2047. Les taux d'intérêts restent inchangés.

Environnement

- Dans une démarche de protection de l'environnement, la Hongrie interdit la vente de certains plastiques à usage unique depuis le 1er juillet. Sont concernés les cotons-tiges, les ustensiles de cuisine, les assiettes et les pailles. En ce qui concerne les sacs plastiques, ceux vendus en caisse et ceux d'une épaisseur de 15 microns ou plus seront interdits (sauf s'ils sont biodégradables). Les gobelets et couvercles en plastique seront interdits à partir de 2023. L'interdiction ne s'appliquera pas aux stocks en place avant le 1er juillet. Le gouvernement a mis 10 Md HUF (28,1 M€) de subventions en place pour aider les professionnels à passer à d'autres technologies.
- Dans le prolongement de cette annonce devant prendre effet au 1er juillet, Mc Donald's a annoncé que l'entreprise dépenserait 800 Md HUF (2,25Md €) en Hongrie pour éliminer le plastique à usage unique de ses restaurants. Le plastique des ustensiles sera remplacé par des produits plus respectueux de l'environnement. En Hongrie, le groupe distribue 46 M de pailles, 11 M de cuillères et 2 M de couteaux et fourchettes par an, ce qui représente 200 t de plastique.
- Un nouveau décret fixe les nouvelles obligations pour les fabricants de produits en plastique. Dans un premier temps, les fabricants de tampons, lingettes humides, produits du tabac et gobelets devront se conformer à l'étiquetage européen à partir du 3 juillet. Puis, à partir du 1er janvier 2022, tous les fabricants devront enregistrer et déclarer la production de produits en plastique à usage unique. Par ailleurs, ils devront s'inscrire auprès de l'autorité de gestion des déchets avant le 15 janvier 2022. Les bouteilles recyclées en PET devront contenir au moins 25% de plastique recyclé à partir de 2025 et 33% en 2030.
- La Communauté hongroise de l'innovation climatique (KIK) lance le programme Startup Plastic Surgery 2021. Il s'agit d'un programme d'incubation de 4 mois pour les startups hongroises qui apportent des solutions aux défis environnementaux et sanitaires posés par les plastiques. Les innovations encouragées concernent le développement de produits de substitution au plastique, les innovations concernant la production, le recyclage et la réutilisation des plastiques, et l'application de nouvelles technologies aux secteurs utilisant du plastique. Les startups pouvaient postuler jusqu'au 20 juin, quelle que soit leur phase de développement, et les meilleures peuvent recevoir un investissement de 15 M HUF (42 000 €).
- L'aéroport de Budapest rejoint l'initiative « Nettoyons le pays ! » (« *Tisztítsuk meg az országot!* »), lancée par le Ministère de l'Innovation et des Technologies, visant à éliminer les déchets jetés illégalement dans les espaces publics. Dans le cadre d'un appel d'offres, l'aéroport perçoit une subvention de 13 M HUF (37 000 €) de la part du ministère. L'aéroport s'est engagé à retirer les déchets détectés et signalés dans les zones situées à l'extérieur de la clôture mais toujours sous sa gestion. L'aéroport va multiplier l'installation de caméras pour prévenir le dépôt de déchets illégaux, ainsi que les décharges sauvages.



L'aéroport utilise également l'application « HulladékRadar » grâce à laquelle chacun peut signaler la présence de déchets. Il a ainsi pu récupérer 655 m³ de déchets grâce aux signalements.

- Les pays du groupe de Visegrád s'accordent pour promouvoir la préservation de la biodiversité à l'échelle de l'UE. La présidence hongroise du V4, qui entre en fonction en juillet, entend prolonger les actions entreprises par la présidence polonaise actuelle. Par ailleurs, la Hongrie rédige actuellement une stratégie nationale sur la biodiversité à l'horizon 2030. Elle devrait être adoptée d'ici la fin de l'année.
- Au cours d'une réunion entre le ministre des affaires étrangères Péter Szijjártó et le ministre roumain de l'environnement Barna Tanczos, la Hongrie a salué les récentes réalisations de la Roumanie en matière de protection de l'environnement. Par exemple, un nouveau projet de loi roumain sur un système de consigne pour les bouteilles en plastique devrait être adopté. La Roumanie devrait également augmenter les capacités d'épuration des eaux résiduelles des opérations minières. Les décisions roumaines impactent la Hongrie en raison de la rivière Tisza qui déverse de nombreux objets en plastique en Hongrie, issus de Roumanie. Les deux pays veulent mettre en place de nouvelles mesures pour protéger leurs rivières en commun lors d'une réunion du comité mixte roumano-hongrois pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau, prévue d'ici la fin de l'année.
- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie et le secrétariat de la Communauté de l'énergie ont signé un accord de coopération pour créer un centre de recherche visant à atteindre la transition verte dans les Balkans occidentaux. La Hongrie souhaite mettre à disposition ses pratiques et son expertise en matière d'économie circulaire dans le cadre d'un « Centre d'excellence en transition verte pour les Balkans occidentaux » à Budapest. Le plan d'investissement de la Commission européenne pour les sept prochaines années a alloué 9 Md€ au développement énergétique de la région, principalement pour des investissements dans l'énergie durable, la gestion des déchets et la gestion des eaux usées. La Hongrie y voit une opportunité de développement économique pour ses entreprises, tout en favorisant la transition énergétique.

Transports

- Selon le bureau des statistiques (KSH), le transport domestique de passagers a diminué de 38% au cours du premier trimestre de l'année 2021 (par rapport à celui de 2020). Le transport ferroviaire est en baisse de 45%, celui en bus baisse de 34%. Le transport international de passagers est en diminution de 96%.

Transport aérien

- Le Ministre de l'Innovation et des Technologies, László Palkovics, a été formellement nommé le 1er juin commissaire du gouvernement chargé de préparer l'acquisition majoritaire de l'aéroport de Budapest. Le décret de nomination lui donne le pouvoir de coordonner les tâches nécessaires dans l'intérêt de l'Etat hongrois et de le représenter lors des négociations relatives au rachat ainsi que de faire les déclarations légales nécessaires, sans engagement financier. Dans une interview, le ministre a affirmé que les investisseurs privés étaient motivés par la recherche du profit au détriment de la qualité de service offerte aux passagers. Peu après sa nomination, M. Palkovics a prévenu que la propriété majoritaire de l'aéroport serait restaurée à l'Etat « d'une manière ou d'une autre ».
- En mai 2021, le trafic de passagers de l'aéroport de Budapest a quadruplé par rapport au mois de mai 2020 (environ 89 000 passagers en mai 2021). La reprise des vols internationaux vers et depuis Budapest se poursuit, les voyageurs peuvent atteindre environ 89 destinations. Ce mois-ci, les vols vers Moscou ont repris (deux par semaine). Wizz air a également repris ses vols vers l'Espagne, à la faveur de l'assouplissement des restrictions sanitaires espagnoles. Les destinations desservies depuis Budapest sont : Alicante, Barcelone, Ibiza, Madrid, Malaga, Palma de Majorque et Tenerife. Depuis Debrecen, la compagnie dessert Palma de Majorque. L'offre vers la Grèce (11 villes et îles) est plus étoffée qu'avant la crise du Covid. En outre, le fret aérien continue également de progresser par rapport à mai 2020 (+46,6%) alors que contrairement au nombre de passagers, la base initiale était déjà élevée. Entre janvier et avril 2021, le trafic de fret a représenté plus de 71 000 t (+32,8% par rapport à 2020).
- Dans une interview à CNBC, le PDG de Wizz Air, Jozsef Varadi, regrette que la surpolitisation des règles de voyage en Europe soit un obstacle pour satisfaire la demande des voyageurs européens. En effet, pour le PDG, ces derniers n'attendent que de pouvoir partir en vacances, mais sont restreints par l'insécurité juridique des restrictions de voyages. Il a affirmé que les voyages intérieurs en Chine sont à 110% de leurs niveaux de 2019, alors qu'aux Etats-Unis, ils devraient dépasser les 100% cet été. En Europe, le niveau reste bien inférieur. Il regrette l'incapacité de l'Union européenne à mettre en place des mesures unifiées et harmonisées.
- Comme attendu, les pertes de Wizz Air pour l'année fiscale courant du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 s'élèvent à 576 M€. Le chiffre d'affaires s'est effondré de 73% par rapport à l'année précédente (à 739 M€).



Le nombre de passagers a baissé de 75% (à 10,2 M). La compagnie possède une trésorerie élevée de 1,6 Md€ à la fin mars. La compagnie prévient que l'année 2021/2022 sera une année de transition et risque également de s'achever sur une perte nette, le nombre de passagers ne reviendra aux niveaux d'avant crise qu'en 2023.

- La filiale anglaise de Wizz Air se développe en lançant ses premiers vols intérieurs au Royaume-Uni. Wizz Air lancera de nouvelles liaisons depuis ses quatre bases britanniques, Gatwick, Luton, Doncaster-Sheffield et Cardiff, vers Jersey.

Ferroviaire

- Les membres de Rail Cargo Group transporteront 150 000 tonnes de bois depuis 25 sites en Hongrie à destination d'Osoppo, dans le nord de l'Italie, au cours de l'année à venir. Seules les subventions gouvernementales en Hongrie rendent ces opérations viables, l'objectif étant de protéger l'emploi dans les exploitations des forêts et dans le transport de fret par voies de chemins de fer. En 2020, le gouvernement hongrois a affecté près de 30 Md HUF (85,4 M€) aux services de fret ferroviaire à chargement unique sur cinq ans, avec 3,7 Md HUF (10,5 M€) disponibles pour 2021 et 6,4 Md HUF (18,2 M€) par an par la suite.
- L'opérateur ferroviaire MÁV relance les trains de nuit vers la Croatie dès début juillet. L'Adria InterCity reliera à nouveau Budapest et Split en 14 heures environ. En avril, 14 000 passagers ont acheté des billets de train internationaux, contre 26 000 en mai. Les principales destinations ferroviaires depuis la Hongrie sont l'Autriche, l'Allemagne, la Roumanie, la Slovaquie et la République Tchèque. Par ailleurs, en juillet en août, la société Volánbusz exploitera des autocars climatisés vers Split et Porec sur la côte Adriatique.

Fluvial

- A Budapest, la réfection de la digue du Danube entre le pont des Chaînes et le pont Margit a commencé, et durera plusieurs mois. Dans la première phase du projet, le remblai inférieur sera rendu plus agréable pour les piétons entre le Parlement et le pont Margit, éliminant les zones couvertes actuellement inutilisées. Une nouvelle passerelle permettra aux piétons de mieux profiter de la vue sur le Parlement, et 35 arbres seront plantés.
- Un mémorial a été inauguré à Budapest, commémorant le second anniversaire de la collision du bateau de croisière Viking Sigyn avec le bateau touristique Hableany, tuant 25 touristes sud-coréens et deux membres d'équipage hongrois. Le mémorial est un bloc de granit de 7 mètres sur 2, sur lequel les noms des victimes sont inscrits. Le vice-ministre coréen des Affaires étrangères Choi Jongmoon était présent pour la commémoration, et a remercié les autorités hongroises pour leurs efforts pour retrouver les victimes (un corps n'a encore jamais été retrouvé).
- A Budapest, Mahart Passnave reprend le service de transport fluvial de la société publique de transport BKV (appartenant à la capitale). Mahart Passnave est une coentreprise de l'État hongrois et de l'investisseur suisse Viking Cruises, dans laquelle l'État détient une participation majoritaire de 51%. Le contrat d'exploitation a été signé pour un an. Les titres de transport mensuels de BKV seront valables sur les bateaux, et Mahart Passnave proposera des billets à la journée pour 1 000 HUF (2,85 €). Petit à petit, l'Etat reprend progressivement les services de BKV qui a déjà perdu les bus d'agglomération et le réseau de trains de banlieue HÉV.
- La saison estivale 2021 du transport maritime sur le lac Balaton a été lancée par l'entreprise Balatoni Hajozasi (détenue par l'Etat) qui exploite des ferries et des bateaux de plaisance sur le lac. Le PDG de l'entreprise vise un chiffre d'affaires de 3,5 Md HUF (10 M€), contre 3,3 Md HUF (9,4 M€) en 2020. La pandémie a fait chuter le trafic des ferries de 90% l'été dernier, tandis que le nombre de passagers empruntant des bateaux de plaisance a décliné de 75%. Pourtant, l'entreprise a réussi à faire un profit de 1 Md HUF (2,8 M€), grâce à la vente d'actifs immobiliers proches du lac.
- Les bateaux-hôtels sont de retour sur le Danube en Hongrie pour la première fois depuis septembre. Deux bateaux transportant 300 touristes ont fait escale à Budapest, Mohács et Esztergom.

Urbain

- Le gouvernement a lancé un nouvel appel d'offres d'un Md HUF (2,8 M€) pour l'achat de vélos équipés de moteurs électriques auxiliaires. Dans le cadre du plan d'action pour la protection du climat et de l'environnement, le gouvernement a subventionné l'achat de près de 4 000 vélos électriques. Les subventions peuvent couvrir jusqu'à la moitié du coût d'achat (et jusqu'à 90 000 HUF ou 150 000 HUF selon les vélos – 257 € – 430 €).
- Flixbus relance son service de bus internationaux en provenance et à destination de Budapest. La compagnie va relier Budapest et Vienne 4 fois par jour. De même pour Budapest et Belgrade. Les week-ends, Budapest sera reliée à Zagreb.



- La navette directe entre l'aéroport de Budapest et le centre de la ville (Deák Ferenc tér, et Kálvin tér) reprend son service. La ligne 100E permet à nouveau de rejoindre l'aéroport en une demi-heure pour 900 HUF (2,58 €), de 7H à 21H.
- Une exposition a ouvert à Deák Ferenc tér pour commémorer le 125ème anniversaire de l'ouverture du métro à Budapest. L'exposition présente l'histoire du métro, les gares, les premiers wagons, l'évolution du personnel et les nouveautés architecturales. Les visiteurs pourront visiter les rames de l'époque. Le métro de Budapest a été le premier à ouvrir en Europe continentale, le 2 mai 1896.
- La société de transports publics BKV a lancé un appel d'offres pour obtenir un emprunt de 5 Md HUF (14,3 M€) jusqu'à la fin de l'année 2022. L'entreprise rencontre de grandes difficultés financières et a besoin de trésorerie pour se maintenir à flot. Elle vient de renoncer à l'exploitation de son service de navettes fluviales (cf. transports fluviaux plus haut). BKV affichait une perte nette de 3,8 Md HUF en 2019 (-11,7 M€ au taux de change de 2019), et de 6,6 Md HUF en 2020 (-18,8 M€).
- L'entreprise chinoise BYD a livré au transporteur national Volanbusz son premier bus électrique. Le bus peut parcourir 300 km et se recharge en 3 h et demi, il a coûté 153 M HUF (440 000 €). Pour l'occasion, une cérémonie a été organisée à l'usine de BYD, située à Komárom (frontière hongro-slovaque). Le Ministre des Affaires Etrangères, Péter Szijjártó était présent, il a salué le retour de la Hongrie « *dans une position privilégiée de producteur européen de bus digne de ses gloires du passé* ». (NDR : la Hongrie a longtemps produit les bus de la marque « Icarus »). Par ailleurs, il s'est félicité de l'ouverture à l'est de la diplomatie économique hongroise.

Infrastructures

Ferroviaire

- La gare de Nyugati (gare de l'Ouest) est fermée pour une rénovation d'un mois depuis le 19 juin et jusqu'au 18 juillet. Chaque année, 18 millions de voyageurs empruntent cette gare. Les travaux de rénovation avaient commencé l'année dernière, mais vont s'intensifier lors du mois de fermeture au public. La verrière, l'éclairage et le système d'évacuation des eaux pluviales seront rénovés. Plus de 3 kilomètres de voies seront reconstruites et l'asphalte sera renouvelé sur 16 000 m². Les gares de Kelenföld, de Kobanya, de Rákosrendezo, de Zuglo et d'Újpest prendront le relai pendant la fermeture.
- Un projet onéreux de renouvellement de voies ferrées a été attribué à un consortium d'entreprises (Strabag Rail et V-Híd), dont la dernière appartient à l'homme d'affaires, proche du Premier Ministre, Lorinc Mészáros. Le projet concerne 29 kilomètres de voies ferrées entre Békéscsaba et le poste frontière roumain à Lokösháza. Le montant du projet s'élève à 126,8 Md HUF (358,2 M€), soit 4,4 Md HUF par kilomètre (12,4 M€). En 2017, les coûts étaient estimés à 79,4 Md HUF (224,3 M€ au taux de change actuel). Le gouvernement avait demandé une enveloppe européenne de 63,3 Md HUF (178,8 M€).
- L'entreprise publique de transports ferroviaires MÁV-START a inauguré un atelier de maintenance à Szolnok (Grande Plaine septentrionale). L'atelier de 8 000m² a coûté 1,17 Md HUF (3,3 M€), et permettra d'entretenir spécifiquement les nouveaux wagons KISS que MÁV a acquis auprès de Stadler.
- Les ministres des transports du groupe de Visegrád ont signé un pacte de coopération sur le développement ferroviaire lors d'un sommet à Cracovie, le 21 juin dernier. La Hongrie veut faire de ce sujet une de ses priorités lors de sa présidence tournante du groupe de Visegrád, qui commence en juillet. Le V4 souhaite également coordonner les négociations avec l'UE sur le développement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Le secrétaire d'Etat adjoint Peter Toth a annoncé que le tronçon hongrois de la Via Carpatia serait achevé cette année. Cette autoroute à grande vitesse reliera la Lituanie à la Grèce, en passant par la Hongrie (Debrecen).

Routier

- L'Office national des concessions prépare la concession de 2 000 km d'autoroutes (dont des routes pas encore construites), afin que des opérateurs privés prennent en charge le développement, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien du réseau autoroutier. Les candidatures sont à déposer avant le 5 juillet. Un monopole légal de 35 ans sera attribué aux opérateurs privés qui percevront des redevances et des frais de service durant toute la période, en échange de quoi ils devront assurer le développement du réseau. Pour l'heure, aucun montant n'a été rendu public. La presse d'opposition avance que des entreprises chinoises sont sur les rangs pour prendre des marchés. Les transactions seront prévues en forint afin de limiter le risque de change pour l'Etat. Ces concessions sont une conséquence de la tournure prise par les négociations européennes, qui ne prévoient pas de financement de construction d'autoroutes dans le cadre des nouvelles moutures du CFP et du PNRR. En 2020, les ventes de vignettes ont remporté 53 Md HUF (150 M€), et les péages des camions 220 Md HUF (621 M€).



- Le développeur des infrastructures (NIF) a annoncé que les entreprises de construction He-Do et Soltút ont remporté un appel d'offres pour la construction d'une route de 10 km avec six ponts et deux ronds-points dans le comté de Borsod-Abaúj-Zemplén pour un montant de 30 Md HUF (84,7 M€). Strabag a remporté un contrat pour construire d'une nouvelle route de 1,8 km entre Sajószentpéter et Berente dans la vallée de Sajó pour 5,3 Md HUF (15 M€).

Urbain

- La France, la Hongrie et l'Italie font l'objet d'une enquête par la CJUE à la demande de la Commission pour manquement au respect des règles sur le traitement des eaux usées ou la qualité de l'eau potable. La Hongrie, tout comme la France, n'aurait pas respecté les exigences de la directive relative au traitement des eaux urbaines usées. En Hongrie, 22 localités ne sont pas raccordées convenablement aux systèmes de collecte déjà construits. La Commission avait envoyé une lettre à la Hongrie, puis émis un avis motivé en 2017, et malgré une collaboration active, reconnue par la Commission, la situation ne s'est pas améliorée, ce qui justifie la saisine de la CJUE aux yeux de la Commission.
- La filiale du groupe Opus, Mészáros és Mészáros a gagné auprès de MVM Fogaz Foldgazhalozati deux appels d'offres en collaboration avec Vabeco, dans le cadre d'un consortium dont Mészáros és Mészáros détient 70%, et Vabeco 30%. Les contrats portent sur la reconstruction de réseaux de gaz, pour 85 M HUF (241 000 €) et 116 M HUF (330 000 €).
- Le pont des Chaînes, pont emblématique de la capitale, est totalement fermé à la circulation depuis le 16 juin, y compris pour les véhicules du BKK, l'autorité des transports. En mars dernier, seuls les trottoirs des piétons avaient été fermés à la circulation. Les véhicules et les vélos pourront l'emprunter de nouveau à la fin de l'année 2022, les piétons en août 2023. Seront rénovés ou remplacés : les voies centrales, les trottoirs, la structure en acier, le système de protection contre les inondations, les statues de lions en pierre, l'intégralité du système d'éclairage, doté d'un nouveau système LED. Le pont devrait être prêt pour les 150 ans de l'unification de Pest, Buda et Obuda en Budapest, en août 2023. La restauration coûte environ 26,5 Md HUF (75 M€).
- Le quai inférieur de Pest, entre le pont des chaînes et le bâtiment du Parlement, deviendra une zone de loisirs et sera utilisé par les piétons et les cyclistes les jours de semaine entre le 18 juin et le 15 août.
- Une partie du pont Hárosi (route M0) est fermée depuis la mi-juin, et jusqu'à la fin août, pour être rénovée. Les voies en direction de l'autoroute M1 seront complètement fermées, et les suspensions du pont seront remplacées. Dans l'entretemps, le pont sera soutenu par des grues flottantes.
- Le développeur des infrastructures (NIF) a lancé la construction d'un nouveau pont sur le Danube, près de Kalocsa (au sud-ouest de la Hongrie). Il sera achevé en 2024, et deviendra le 20ème pont enjambant le Danube en Hongrie. Le pont s'insère dans un projet reliant Kalocsa, Paks à l'autoroute M6. Duna Aszfalt est l'entrepreneur général du projet.
- Un nœud multimodal va être construit à Bicske (40 km à l'ouest de Budapest). Il sera prêt en octobre 2023 pour un coût de 10 Md HUF (28,3 M€). La zone proche de la gare sera réaménagée, des arrêts de bus seront rajoutés, ainsi que des zones de taxi et parkings relais. Une nouvelle route avec un viaduc sera construite, le passage souterrain pour piétons sera prolongé et une aire de chargement sera déplacée.
- Le directeur de cabinet du bureau du Premier Ministre, Gergely Gulyás, a affirmé que le gouvernement soutenait l'entretien et la rénovation des routes dans certains quartiers de Budapest dirigés par le parti gouvernemental Fidesz, et a accusé la municipalité d'avoir supprimé des fonds qui leur étaient destinés. Le gouvernement va consacrer 8,7 Md HUF (24,6 M€) à ces rénovations. La répartition s'effectuera par arrondissement comme suit : XVIIème : 2,8 Md HUF (7,9 M€), Xème et XXIème : 2,3 Md HUF chacun (6,5 M€), XXème : 579 M HUF (1,6 M€), XXIIème : 500 M HUF (1,4 M€), XVIème : 89 M HUF (252 000 €).

REPUBLIQUE TCHEQUE

Energie

- Le projet de construction du réacteur de moyenne puissance sur le site de Dukovany a connu deux avancées notables :
 - le projet de loi sur la transition vers une énergie bas carbone vient de sortir du blocage parlementaire avec un accord trouvé à la chambre basse avec l'opposition sur la formalisation de l'exclusion législative de Rosatom et de CGN de l'appel d'offres (par une exclusion des pays non parties à l'accord plurilatéral sur les marchés publics, ce qui à ce stade est le cas de la Russie et de la Chine). Par ailleurs, il habilite le gouvernement à présenter un modèle de financement par encadrement des tarifs de rachat de l'électricité ;



- le questionnaire de sécurité, approuvé par le ministère de l'intérieur, a été adressé le 21 juin par l'électricien national tchèque CEZ aux trois opérateurs invités à soumissionner: EDF, KHNP et Westinghouse. Ce questionnaire, complété par l'envoi de l'ensemble de la documentation de l'appel d'offres, ouvre ainsi formellement une phase de "pré qualification" qui s'achèvera fin novembre, ce délai permettant alors au prochain gouvernement issu des élections législatives d'octobre de lancer définitivement l'appel d'offres, a priori début 2022.

Par ailleurs, on pourra noter que KHNP est relativement actif ces dernières semaines. En particulier, Chong Zhemun, PDG de KHNP, et Mun Song-wuk, ministre coréen du commerce, de l'industrie et de l'énergie, ont rencontré le Premier ministre Andrej Babiš et le ministre de l'industrie, du commerce et des transports Karel Havlíček à Prague le 18 juin. Lors de cet entretien, les Coréens ont indiqué que KHNP avait déjà établi des relations de coopération avec plus de 160 entreprises tchèques, afin qu'elles puissent travailler avec des entreprises coréennes si le projet coréen était sélectionné. Suite à cet entretien, 7 MoU (mémoire d'entente) ont été signés entre des entreprises et des organismes des deux pays.

- Le 24 juin 2021, EDF et Business France ont organisé une journée des fournisseurs franco-tchèques, « French-Czech EDF Suppliers' Day », et mobilisé la filière nucléaire tchèque, dans la perspective de l'offre EPR1200 d'EDF pour la centrale nucléaire de Dukovany 5. Cette journée a permis de regrouper plus de 50 entreprises tchèques de premier plan, réunissant notamment les trois associations industrielles tchèques CPIA, AtomEx et NSK, ainsi que les principales entreprises tchèques du secteur nucléaire : Metrostav, Skoda JS, ZAT, Sigma Group, ÚJV Řež, I&C Energo, Hutní montáže and BAEST Machines & Structures. Les entreprises tchèques ont également pu nouer des contacts avec Bouygues Travaux Publics et GE Steam Power, tous deux en soutien de l'offre d'EDF, afin d'explorer de futures coopérations. Cette journée des fournisseurs franco-tchèques est au cœur de la démarche de localisation menée par EDF, qui vise notamment à identifier les capacités industrielles locales. Depuis 2016, EDF a identifié plus de 150 entreprises et présélectionné quelques fournisseurs clés pour être partenaires potentiels de l'offre.
- Le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, Karel Havlicek, a déclaré que le gouvernement devrait décider dans les semaines à venir d'un soutien de l'ordre de milliards de couronnes dans le projet de construction de CEZ d'une « giga-usine » de traitement du lithium et de production de batteries en Bohême du nord. Pour la production de batteries, le groupe CEZ, en collaboration avec des investisseurs de l'industrie automobile, souhaite notamment utiliser du lithium de la région de Cínovec. Pour mémoire, on estime qu'il y a en République tchèque environ 3 % des ressources mondiales en lithium.

ENR

- L'énergie éolienne en République tchèque enregistre un important retard par rapport à la moyenne européenne. Seuls 340 MW de turbines éoliennes ont été mis en service depuis 2005, date d'entrée en vigueur de la loi autorisant la création de nouvelles centrales éoliennes en République tchèque. Environ 1% seulement de l'électricité consommée en République tchèque provient de l'énergie éolienne et ce, alors que la moyenne européenne se situe à 16 % (ou à 13 % si l'on déduit les sources offshore). L'Autriche voisine, par exemple, couvre environ 12 % de sa consommation d'électricité par l'énergie éolienne.

Transports et Infrastructures

Ferroviaire

- A partir du 1er juillet, le tarif unique permettant aux passagers de voyager avec un seul billet dans les trains exploités par les différents opérateurs sera étendu aux liaisons commerciales des Chemins de fer tchèques (ČD) et de RegioJet. L'autre opérateur privé exploitant des trains commerciaux, Léo Express, ne s'associe pas à ce stade au système du tarif unique. Ce dernier, introduit le 1er janvier 2021, est obligatoire pour les services conventionnés sous contrat de l'Etat ou des régions.
- Les Chemins de fer tchèques (ČD) ont signé un accord avec le groupe PPF sur le rachat de 29% des actions de ČD Telematika pour 847 M CZK (32,8 M€) et deviendront l'unique propriétaire de cette entreprise stratégique qui possède l'une des plus grandes infrastructures de télécommunications en fibre optique en République tchèque. ČD Telematika est également un acteur majeur dans la mise en œuvre du nouveau dispositif de sécurité ETCS. L'entreprise emploie plus de 500 personnes et a enregistré en 2020 un bénéfice avant imposition de près de 213 M CZK (8,2 M€).
- L'opérateur de fret ferroviaire ČD Cargo poursuit son développement à l'international et a créé une nouvelle filiale ČD Cargo Adria pour pouvoir exploiter le transport ferroviaire de marchandises en Croatie d'ici un an. Selon le président du conseil d'administration de ČD Cargo, Tomáš Tóth, les Balkans sont une région à grand potentiel, en particulier avec la connexion aux ports de Rijeka et Ploče. Le transporteur tchèque prévoit de développer ses activités également en Slovénie et en Serbie. Au cours des deux dernières



années, ČD Cargo a considérablement renforcé son orientation vers les marchés étrangers et détient aujourd'hui une licence – directement – ou via des filiales lui permettant d'opérer dans six pays européens.

- Après le succès de ses trains saisonniers vers la Croatie, l'opérateur ferroviaire privé RegioJet prévoit de lancer en hiver des trains vers les stations de ski dans les Alpes et les Tatras comme une alternative aux vols charters, notamment avec la liaison ferroviaire de nuit Varsovie-Innsbruck via Ostrava et Břeclav où les voitures de Prague seront rattachées. RegioJet a déjà annoncé son intention d'exploiter d'autres services de nuit et lancera des liaisons nocturnes vers les Pays-Bas et la Belgique en décembre 2022 au plus tard.

Aérien et spatial

- Le directeur du département des systèmes de transport intelligents, des activités spatiales et de la recherche, du développement et de l'innovation du ministère des transports Václav Kobera a été élu président du conseil d'administration de l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial EUSPA récemment créée et basée à Prague. L'ambition de Václav Kobera est d'aider la nouvelle agence à mettre en œuvre les ambitions spatiales de l'UE dans le cadre de son programme spatial et à renforcer la coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA) et avec la Commission européenne en matière d'activités spatiales et de défense (DESIF). L'EUSPA a officiellement lancé son activité le 12 mai 2021.
- Eurowings, filiale à bas coûts de Lufthansa, ouvrira une nouvelle base à Prague avec deux Airbus A320 à partir du 31 octobre 2021, et un troisième dès l'été 2022 pour des vols directs vers des grandes villes européennes comme Barcelone, Milan et Copenhague et des destinations de vacances telles que les îles Canaries.

Urbain

- L'autorité de la concurrence a rejeté le recours d'Eurovia, qui avait contesté les conditions de l'appel d'offres lancé par l'entreprise de transport public de Prague (DPP) dans le cadre de la construction du 1^{er} tronçon de la nouvelle ligne D du métro (Pankrác – Olbrachtova). Eurovia a fait valoir que le cahier des charges avait été rédigé de manière à favoriser les sociétés concurrentes - Metrostav (respectivement sa filiale Subterra), Hochtief et Strabag. Immédiatement après l'annonce de la décision de l'autorité de la concurrence, DPP a signé le contrat d'une valeur de près de 14 Md CZK (0,52 Md€) avec le soumissionnaire retenu (groupement de 5 sociétés, à savoir Subterra, Hochtief CZ, Strabag, Hochtief Infrastructure et Ed. Züblin AG). La ligne devrait être mise en service en 2028 ; les coûts estimés s'élèvent à 72 Md CZK (2,65 Md€).
- La société des transports publics de la ville d'Ústí nad Labem a lancé un appel d'offres pour la fourniture de 20 bus à hydrogène. La valeur du contrat cadre s'élève à 390 M CZK – 14,5M€ (19,5 M CZK – 725 k€ par unité). D'une longueur entre 11,5 et 12,5 m et d'une capacité totale de 70 passagers dont au moins 25 assis, ces bus devront assurer une vitesse maximale au minimum 70 km/h. En même temps, la ville lancera un nouvel appel d'offres pour la construction d'une station de ravitaillement en hydrogène, le précédent AO ayant été infructueux dans la mesure où aucune offre n'a été remise.

Routier

- Les travaux pour la construction d'un tronçon de l'autoroute D4 entre Příbram et Písek ont été officiellement lancés le 7 juin en présence du Premier ministre Andrej Babiš, du ministre des transports Karel Havlíček et de l'ambassadeur de France Alexis Dutertre. Le consortium français DIVia constitué de Vinci Highways et Meridiam a conclu le montage financier du contrat de Partenariat Public-Privé (PPP) pour la construction de 32 km d'autoroute ainsi que la mise en service et la maintenance (pendant 24 ans) d'une portion de 16 km déjà existante. L'ouverture du nouveau tronçon autoroutier est annoncée en décembre 2024. La direction des routes et des autoroutes a réussi à obtenir les deux derniers permis de construire, s'acquittant ainsi de son obligation contractuelle de remettre au concessionnaire l'ensemble des permis de construire avant le 30 juin 2021.
- La Cour d'arbitrage de la République tchèque auprès de la Chambre de commerce et de la Chambre d'agriculture a statué sur le litige en cours depuis 2012 entre la direction des routes et des autoroutes (RSD) et le groupement de sociétés de génie civil constitué entre Eurovia, Porr et Skanska concernant les ondulations apparues sur la surface d'une partie de l'autoroute D1 (au nord-est du pays). Conformément à la sentence arbitrale, le groupement devrait éliminer les défauts sur un tronçon de 6 km de l'autoroute et leurs causes (matériaux inappropriés). La sentence est définitive, les travaux devant être achevés dans 18 mois. Eurovia doit réparer environ 0,5 km sur les 6 km à refaire. Selon Eurovia, la Cour n'a imputé au consortium la responsabilité que pour une fraction des défauts. Ainsi, sur les deux cents réparations nécessaires d'une valeur de 291 M CZK (10,8 M€), la Cour a ordonné au consortium de réparer seulement



61 défauts pour environ 60 M CZK. La Cour a rejeté environ un tiers des demandes de RSD, jugeant ces dommages causés par un entretien incorrect effectué par la direction des routes et autoroutes.

- La RSD et le groupement ont au total 13 contentieux (concernant 18 km dont la surface est ondulée) dont trois ne sont pas encore terminés. Dans le cas des dix autres, la RSD a toujours obtenu gain de cause sur une partie de ses demandes.

Environnement

- Le ministre tchèque de l'environnement Richard Brabec et son homologue polonais M. Kurytka se sont mis d'accord lors de leur réunion à Prague le 17 juin pour rechercher un accord et éviter ainsi un procès concernant l'exploitation de la mine de lignite de Turów. Tandis que la Pologne entend poursuivre l'exploitation de la mine pour diverses raisons stratégiques, la République tchèque, elle, qui se plaint des dommages environnementaux, réclame sa fermeture. Au cours des semaines précédentes, la République tchèque s'est tournée vers la CJUE et a demandé de condamner la Pologne à une astreinte de 5 M€ par jour de poursuite de l'extraction à la mine de Turow.
- La Commission européenne demande à la République tchèque de mettre sa législation nationale en conformité avec la directive relative aux émissions industrielles (directive 2010/75/UE). Cette directive établit des règles portant notamment sur la prévention ou la réduction des émissions dans l'air, l'eau et le sol, ainsi que sur la prévention de la production de déchets. La République tchèque n'a pas transposé, ou a transposé de manière incorrecte, certaines dispositions de la directive. En conséquence, la Commission a adressé une lettre de mise en demeure à la République tchèque, lui laissant deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. En l'absence de réponse satisfaisante, la Commission pourrait décider d'émettre un avis motivé.
- Le développeur d'immobilier industriel CTP Group, qui opère principalement sur le marché tchèque, a vendu des obligations vertes pour 1 Md€ (environ 25,5 Md CZK). La moitié a une échéance de quatre ans avec un taux d'intérêt annuel de 0,5%, l'autre moitié de huit ans avec un rendement annuel de 1,25%.
- Dans l'enceinte de la centrale à Dukovany, le plus grand parking de République tchèque avec centrale photovoltaïque a été ouvert. Il y a 2 600 panneaux de 320 Wc chacun, ce qui suffit à couvrir la consommation annuelle d'électricité de 300 foyers.

LETTONIE

Energie

- Les tarifs du gaz naturel pour les ménages connaîtront une augmentation comprise entre 25% et 43,1% en fonction du niveau de la consommation à partir du 1er juillet 2021. Ces changements sont liés à la fois à l'augmentation des prix du gaz naturel sur les marchés mondiaux et à la hausse de la taxe imposée par le gestionnaire du réseau de distribution, Gaso, qui doit servir à financer la modernisation de ses infrastructures.
- La société de traitement du contreplaqué Troja a installé 593 panneaux solaires d'une capacité totale de 222 kW dans son usine de production de Riga, créant ainsi l'un des plus grands parcs photovoltaïques en Lettonie. Ces investissements dans la production d'électricité verte, dont le montant total s'élève à 130 000 €, doivent permettre de diminuer les émissions de CO₂ de 19,31 t par an, et de réduire les coûts à long terme de l'entreprise.

Infrastructures

- Le projet ferroviaire Rail Baltica, qui traversera la Lettonie pour relier Ainazi à Bauska, comprendra 16 stations. Ces dernières seront interconnectées aux autres moyens de transports et devront permettre de redessiner la carte de la mobilité en Lettonie, afin de faciliter les déplacements professionnels et personnels sur l'ensemble du territoire. Aujourd'hui, Riga demeure le seul véritable hub de transports en Lettonie.

Transports

- Afin de diminuer la circulation des camions sur les routes et des dommages qu'ils causent à l'environnement et à la qualité des routes, l'entreprise de chemins de fer Latvijas dzelzceļš (LDz), en coopération avec la compagnie maritime suédoise Stena Line, ont mis en place un nouveau service appelé Green Switch. Il s'agit d'un mode de transport combiné, dans lequel les semi-remorques sont transportées par rail et ensuite par mer, et les camions n'interviennent que pour la livraison initiale ou finale. En Lettonie, il s'agit du premier projet visant à la fois à réduire les émissions de CO₂, ainsi qu'à réduire la charge des autoroutes lettones et à résoudre les pénuries de main-d'œuvre. A titre d'information, environ 60 Mt de



marchandises sont transportées chaque année par les routes lettones. Au cours des cinq dernières années, le volume de marchandises transportées par route a augmenté de 25 %.

LITUANIE

Environnement

- Le 5 juin, le président du Gitanas Nausėda a rencontré le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans et le commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche Virginijus Sinkevičius. Il a annoncé que la Lituanie se fixait comme objectif une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 70% d'ici à 2030. Le pays est parvenu à réduire ses émissions de CO₂ de 57% par rapport à 1990. Le Président lituanien a souligné la nécessité d'améliorer le paquet mobilité, qui nuit actuellement à l'environnement et au marché intérieur.

ENR

- En raison du deuxième confinement national, une partie des projets de centrales solaires photovoltaïques a été reportée à cette année, ce qui a amené une charge de travail à la hausse. L'installation de centrales solaires se fait dans les plus brefs délais pour utiliser les modules photovoltaïques encore disponibles dans les entrepôts. Ceux-ci coûteront environ 30% de plus dans un avenir proche, selon les fabricants de panneaux solaires photovoltaïques, à cause des prix des matières premières qui sont en forte hausse. Aujourd'hui, on compte une centaine d'entreprises fabricant des panneaux solaires en Lituanie.
- Le ministère lituanien de l'énergie va allouer un financement supplémentaire de 2,4 M€ du Fonds de cohésion aux personnes qui souhaitent installer des centrales solaires. 1,5 M€ ont été alloués à 881 personnes pour l'achat de centrales solaires. Au total, 4 050 demandes de ce type ont été évaluées et les 11 M€ demandés dépassent le montant de l'aide prévue. Si toutes les demandes étaient acceptées, une capacité supplémentaire de 34 MW de centrales solaires serait créée en Lituanie. Cette capacité de production d'énergie solaire permettrait d'économiser 20 400 t de CO₂ par an.

Hydrogène

- La Lituanie entreprend une nouvelle initiative avec le lancement de la production et du transport d'hydrogène vert pour le secteur énergétique dans le sud Est du pays. L'opérateur lituanien du réseau de transport de gaz Amber Grid, l'opérateur de distribution d'énergie ESO et la société SG dujos Auto ont signé un accord de coopération sur le développement de la production d'hydrogène via la technologie power-to-gas (P2G). Le projet devrait voir le jour en 2024. Ce projet de R&D vise à déterminer dans un premier temps comment le système gazier existant pourrait être adapté au transport d'hydrogène vert.

Infrastructures

Mobilité propre

- Le ministère des Transports et des Communications estime que le nombre de véhicules électriques en circulation devrait augmenter de dix fois d'ici à 2024, soit de 5 000 à 50 000, ce qui mènerait à 230 000 véhicules électriques en 2030. Dans cette optique, 60 000 points de charge publics devraient être installés d'ici 2030 représentant 1000 MW de puissance totale. Pour ce faire, un plan d'action pour l'utilisation des véhicules électriques et le développement de l'infrastructure de recharge sera élaboré par le ministère de l'Énergie en collaboration avec le ministère des Transports et des Communications.
- Au début du mois de juin, le ministère des Transports et des Communications, les entités qui en dépendent et les organisations de personnes handicapées ont signé un mémorandum sur l'adaptation des véhicules de transport public et de leurs infrastructures pour les personnes handicapées. Le protocole énonce la nécessité de veiller à ce que tous les moyens de transport nouvellement acquis soient accessibles aux personnes ayant des besoins spéciaux. Il est prévu d'utiliser 85 M€ du Fonds pour la relance et la résilience pour la modernisation des transports publics. Au cours de l'exercice UE 2021-2027, environ 368 M€ seront alloués à la mise en œuvre d'itinéraires cyclables/piétons et de plans de mobilité durable. Au total, le ministère des transports et des communications prévoit d'utiliser environ 500 M€.
- Le Conseil municipal de Vilnius a approuvé son Plan général pour les 10 à 15 prochaines années. La ville deviendra plus adaptée aux piétons et aux cyclistes, il y aura plus d'espaces verts, et la hauteur et la qualité des bâtiments seront contrôlées plus rigoureusement. Les principales orientations viseront la mobilité durable, les quartiers résidentiels confortables et le développement du sud de Vilnius.



Ferroviaire

- Le lituanien LTG Infra, la société responsable de la mise en œuvre du projet Rail Baltica en Lituanie, après consultation du marché, a clarifié les exigences et annoncé un nouvel appel d'offres pour la construction d'un pont ferroviaire sur la rivière Neris. Le pont prévu près de Jonava sera la structure d'ingénierie de Rail Baltica la plus difficile et le plus long pont ferroviaire des États baltes. Au total, le nouveau pont atteindrait une longueur de 1 510 m.
- Dans le cadre du projet Rail Baltica et de la rénovation du quartier de la gare de Vilnius, 33 propositions ont été reçues pour le concours d'architecture qui a été annoncé en mars. 120 000 € seront partagés entre les cinq premiers. Les travaux des participants à l'appel d'offres seront publiés dans la seconde quinzaine de juin.

Portuaire

- Les investisseurs de la zone économique libre de Klaipėda ont investi 25,4 M€ en 2020, soit 38,9 % de plus que l'année précédente. L'année dernière a également vu la concrétisation de projets évalués à des dizaines de millions d'euros - les usines du géant allemand REHAU et du groupe estonien de réparation navale et de traitement des métaux BLRT Grupp, ainsi qu'un projet de l'entreprise innovante de matériaux de construction UAB GRH LT, le développement d'UAB Vingės Logistika, et d'autres entreprises.

Routier

- Selon l'Agence lituanienne pour l'emploi (Užimtumo Tarnyba), l'industrie la plus affectée par le manque de main d'œuvre est celle du transport routier.
- Au premier trimestre 2021, le transport de marchandises par tous les modes de transport s'est élevé à 43 mt, soit 7,8% de plus qu'à la même période de 2020. Par rapport au premier trimestre 2020, le volume du transport de marchandises par les compagnies aériennes lituaniennes a été multiplié par 6,1, par la route - 13,1%, par la mer - 2,6%. Le transport de marchandises par voie fluviale a diminué de 30%, par rail - 2 %.

Aérien

- Le ministère des transports et des communications, avec l'aide des partenaires sociaux, entame la préparation des lignes directrices pour le développement de l'aviation à l'horizon 2030, qui fourniront la vision de l'aviation lituanienne et les principales orientations de développement pour la décennie à venir. Avec la pandémie, on observe une hausse des coûts de transport et une baisse du volume de marchandises. Un groupe de travail doit être formé avec les spécialistes du secteur pour tracer les lignes directrices.
- En raison de la pandémie, le nombre de passagers dans les aéroports lituaniens en 2020 a diminué de 72% par rapport à 2019. Les statistiques du premier trimestre de cette année montrent une baisse encore plus importante de 88%, par rapport à la même période en 2019. Cette année, la Lituanie vise à augmenter au moins deux fois la disponibilité du transport aérien en rétablissant pas moins de 50 % des chiffres pré-pandémie et à servir au moins 2,7 M de passagers.
- Le chiffre d'affaires de Avia Solutions Group (ASG), un groupe d'activités aéronautiques, a reculé de 39% en glissement annuel, passant de 269 M€ au premier trimestre 2020 à 163 M€ à la même période de 2021. En 2020, plus de 75 % du chiffre d'affaires du groupe provenait des marchés d'Europe occidentale, alors que l'Asie représentait un peu plus de 10 % du volume global et la Russie 4 %. La société estime que la reprise de divers segments du secteur de l'aviation devrait s'accélérer au second semestre 2021. Jet Maintenance Solutions (JET MS), une filiale de ASG et le fournisseur mondial de solutions intégrées de maintenance et de réparation d'aéronefs, a signé, début juin 2021, le contrat avec la société française d'approvisionnement aéronautique The Allen Group.
- Le ministre lituanien des Transports et des Communications Marius Skuodis, a rencontré la direction de la compagnie aérienne irlandaise Ryanair pour discuter des plans de la compagnie concernant les investissements supplémentaires dans l'infrastructure de maintenance des avions à l'aéroport de Kaunas et les opportunités de développement régional après l'achèvement de Rail Baltica. Le plan consiste à assurer le développement de l'aéroport de Kaunas en vue de devenir l'un des plus grands centres de services de maintenance d'avions et de manutention d'avions cargo de la région.



ESTONIE

Energie

- L'Autorité estonienne de la concurrence a accordé à Elektrilevi la permission d'acquérir Imatra Elekter, troisième distributeur d'électricité du pays, avec 25 000 clients.
- Eesti Gaas anticipe une hausse des prix du gaz à l'automne 2021, dans un contexte de hausse mondiale. La décision concernant le montant de la hausse n'a pas encore été prise.
- Après un accord de coopération entre Enefit Green, les parcs industriels Ida-Virumaa Industrial Area (IVIA) et Enefit Narva Technology Park et les entreprises Aquaphore International et MAST Europe, ces dernières pourront se connecter directement à la centrale électrique Balti après la construction d'un point de connexion entre les deux parcs industriels.
- La filiale finlandaise d'Harju Elekter, va acquérir 5,5% des parts de l'entreprise finlandaise IGL Technologies, engagée dans le développement de parking et de systèmes de recharges pour véhicules électriques. Le montant de la transaction devrait atteindre 250 000 €.
- L'entreprise d'Etat finlandaise Fortum a conclu la vente de ses activités de chauffage urbain et de ses centrales de cogénération en Estonie avec le groupe suisse Partners Group pour un montant de 800 M€.
- Le distributeur d'énergie Elektrum Eesti a signé un accord de rachat de parts de trois entreprises : Energiaturu Vorguehitus, SNL Energia et Baltic Energy System. Les entreprises opèrent dans la construction, la maintenance et la location de centrales électriques.
- Des membres du Parlement ont créé un groupe de soutien pour l'exploration des produits miniers et terrestres. Le groupe souligne que l'Estonie pourrait accroître ses richesses si elle exploitait plus largement les ressources naturelles présentes dans le sol. Le groupe soutient également le développement de technologies permettant d'utiliser les ressources avec plus d'efficacité.
- Le parti du Centre, dans un communiqué, a déclaré que la sécurité énergétique de l'Estonie était un sujet de grande importance et que l'arrêt de la production d'énergie grâce aux schistes bitumineux ne devait pas se faire d'un coup. Le parti soutient également l'exploitation d'autres métaux et produits miniers.

ENR

- Enefit Green a produit 90 GWh d'électricité renouvelable en mai (contre 96 GWh en mai 2020), dont 72 GWh depuis ses parcs éoliens en Estonie et Lituanie. L'entreprise a également produit 52 GWh de chauffage vert sur le mois.
- Enefit Green va construire un parc éolien en Lituanie de 12 turbines, pouvant générer 43 MW et 160 GWh par an d'électricité, soit 14% de la production actuelle de l'entreprise. La production d'électricité par le parc est prévue de commencer début-2023. Le coût du projet est estimé à 60 M€.
- Eesti Energia a annoncé l'émission d'un appel d'offre pour la réalisation d'une étude d'impact environnemental dans le cadre du projet de parc éolien off-shore dans le Golfe de Riga.
- Eesti Energia a lancé une offre de stockage par batterie de l'électricité produite à partir de panneaux solaires pour les ménages équipés de panneaux solaires.
- La filiale lituanienne de l'entreprise de construction estonienne Merko Ehitus, Merko Statyba va construire les fondations pour le parc éolien du district de Mazeikiai en Lituanie, prévu pour le premier trimestre 2022.

Hydrogène

- A l'occasion du conseil énergie et transport tenu à Luxembourg, le ministre estonien des Affaires économiques et des Communications a déclaré que la régulation sur la production et la consommation d'hydrogène dans le cadre légal de l'UE ne devait pas être précipitée ni trop stricte pour ne pas interrompre le développement du marché et de l'industrie. Il a rappelé la volonté de l'Estonie d'injecter 50 M€ du plan de relance pour le développement de projets pilotes sur l'hydrogène vert.
- D'après une étude commanditée par le bureau du Gouvernement, le ministère de l'Environnement et le ministère des Affaires économiques, le plus gros potentiel pour l'hydrogène en Estonie se situe dans le secteur du transport. Cette étude a été réalisée dans le cadre du développement de la « roadmap » pour le développement et le déploiement de l'hydrogène, qui doit être prête fin-2021. L'étude conclut que l'hydrogène permettrait d'éviter 4,4M t d'émissions de CO₂ en Estonie d'ici 2050 et de créer des dizaines de milliers d'emplois.

Infrastructures

Routier

- La section de la 2x2 voies Luige-Saku a été inaugurée début juin. La construction a coûté 15,3 M€.



- Le gouvernement de la ville de Pärnu a accordé un permis de construire pour la réalisation d'un pont dans la ville d'ici l'été 2023. Le coût estimé du projet se situe entre 27,2 et 27,6 M€. Il sera financé à un tiers par l'Union européenne, un tiers par l'Etat et un tiers par la ville.

Maritime

- Nordecon a été choisie pour construire l'espace extérieur du terminal-D du port de Tallinn, pour un coût de 5,9 M€. La fin des travaux est prévue pour juillet 2022.
- L'entreprise HHLA TK Estonia, filiale du groupe européen HHLA, va installer deux grandes grues à containers dans le port de Muuga pour un total de 5 M€. Ces grues pourront décharger et charger les grands navires de classe post-Panamax

Ferroviaire

- Eesti Raudtee a sélectionné Ardanuy Ingenieria et Sirkel&Mall (réponse conjointe à l'appel d'offre) pour la construction de la section Saunja-Risti de 22 km, pour un coût de 458 500 € d'ici avril 2022.
- Les développeurs du quartier de Kalamaja (RKAS, US Real Estate, BLRT et Arsenal Keskus) ont émis une proposition de plan de construction de la ligne de tramway à la ville de Tallinn. La ville souhaite construire un tramway au vieux port pour rejoindre Ülemiste. Le projet proposé vise à connecter cette nouvelle ligne au tramway existant en direction du quartier de Kopli, pour un coût compris entre 21 et 28 M€.

Transports

- Le ministère des Affaires économiques a présenté au gouvernement son plan de développement pour le secteur du transport et de la mobilité sur la période 2021-2035. Le principal objectif du plan est de réduire l'empreinte carbone du secteur pour atteindre les objectifs climatiques. Le plan prévoit également de rendre le transport public plus pratique et mieux organisé, notamment en s'appuyant sur les technologies numériques. Ce plan s'inscrit plus globalement dans la stratégie nationale de développement Estonia 2035.

Véhicules électriques

- Le véhicule autonome fonctionnant à l'hydrogène développé par l'entreprise AuveTech a reçu l'autorisation par les autorités compétentes de circuler sur les routes estoniennes.
- L'Etat va allouer 2,6 M€ à la ville de Tallinn pour l'achat de 15 bus électriques et l'installation de bornes de recharge. La ville va participer au financement à hauteur de 6 M€ pour une mise en service courant été 2023. Cet investissement s'inscrit dans l'objectif de rendre le transport public de Tallinn neutre en carbone d'ici 2035.
- Circle K et Enefit Volt ont ouvert un point de recharge ultra-rapide pour véhicules électriques à la station-service du quartier de Järve à Tallinn. 10 minutes suffisent à recharger une voiture pour parcourir 100 km.
- Bolt Drive a mis à disposition 200 nouveaux véhicules dans la ville de Tallinn. L'entreprise a également lancé son service à Pärnu.
- Elmo Rent a lancé ses services de location de scooters électriques à Tallinn.
- Citybee a ouvert une zone de parking à Kuressaare et Pärnu.

Ferroviaire

- Le transport ferroviaire de marchandises a augmenté de 69,7% au premier trimestre. 6,1 Mt de marchandises ont été transportées, principalement des produits chimiques et des produits plastiques. Le nombre de passagers transportés a diminué de 33,2% et a atteint 1,2 M de passagers.
- Le transport ferroviaire de marchandises a enregistré une hausse de 65,3% en mai sur un an et a atteint 2,2 Mt.
- Sur la période janvier-mai 2021, le volume de marchandises transporté sur l'infrastructure ferroviaire a augmenté de 37,5% et a atteint 6,2 Mt.
- Elron a enregistré une hausse de 60% du nombre d'embarquements en mai sur un an. 546 000 embarquements ont été enregistrés sur le mois. Sur les cinq premiers mois de l'année, 2,1 M d'embarquements ont été enregistrés soit 8% de moins que l'année précédente.
- Lauri Betlem a été nommé directeur du conseil de gestion d'Elron pour une période de 5 ans à partir de fin août 2021.

Maritime

- Selon le ministre des Affaires économiques, les frais de navigation maritime seront conservés à un niveau réduit. Pour rappel, la diminution de ces frais a permis d'augmenter le volume de biens transportés de 10%.



Selon Statistics Estonia, au premier trimestre l'Estonie a encaissé 65 M€ de revenu d'exportation, soit 600% de plus que la moyenne des premiers trimestres des cinq dernières années.

- Le nombre de passagers transportés par l'entreprise TS Laevad a augmenté de 39,1% en mai sur un an. 172 426 passagers et 95 570 véhicules ont été transportés.
- Le ferry MyStar de Tallink va intégrer la technologie d'économie d'énergie du géant de la tech ABB.
- Tallink a rouvert le 9 juillet ses liaisons entre Tallinn et Stockholm après 16 mois d'arrêt.
- Depuis le 1er juillet, les ferrys Silja et Baltic Queen du groupe Tallink utilisent de l'énergie on-shore durant leur période à quai. L'objectif est de réduire la pollution de l'air et sonore.
- Les croisières à destination de Tallinn et en provenance d'Allemagne ont repris sur la mer baltique. Le premier ferry est arrivé le 2 juillet dans le port de Tallinn.

Routier

- Le chiffre d'affaires d'Elmo Rent a enregistré une hausse de 62% en 2020 ; il atteint 449 000 €. Son chiffre d'affaires en mai a augmenté de 51% a atteint 40 050 €.
- Elmo Rent a fait son entrée au Nasdaq Tallinn le 1er juillet. La demande totale était de 1,92 M€ et 1 313 investisseurs ont participé aux échanges.
- L'Estonie a transposé la Directive de l'Union européenne 2019/520 sur le paiement aux péages routiers.
- Le Comité de circulation du gouvernement a reçu un projet pour l'implantation d'un système de points d'infraction au code de la route. Selon le projet, ce système permettrait de sauver 15 vies sur les 5 premières années d'implantation (10% de réduction du nombre de décès). Le système devrait être prêt pour 2025. Le coût de mise en route s'élèverait à 2,2 M€ et le coût annuel de maintenance à 250 000 €.
- Lux Express a augmenté la fréquence de ses liaisons entre Tallinn et Vilnius et entre Tartu et Riga.
- L'entreprise Solaris Bus & Coach a remporté l'appel d'offre émis par Tallinna Linnatransport (transport public de Tallinn) pour la fourniture de 100 bus fonctionnant au gaz naturel comprimé, avec une option pour acquérir 50 bus de plus, pour un montant total de 26,9 M€. Ils viendront compléter d'ici 2022 l'acquisition d'un total de 350 bus au GNC, réduisant l'empreinte carbone du réseau.
- Le transport de marchandises sur le réseau routier a diminué de 18% en 2020. 23M t de biens ont été transportées sur l'année, dont 4 M t de transit international. Un tiers du volume transporté concerne les produits miniers et un cinquième concerne le bois et ses produits dérivés.

Aérien

- L'Estonie et la Finlande vont fusionner leurs services de contrôle aérien pour réduire les coûts et les émissions de CO₂ ainsi que pour augmenter la sécurité de l'aviation.
- Le gouvernement a autorisé le ministère des Affaires économiques à augmenter le capital-actions de l'entreprise d'Etat Lennuliiklusteeninduse (service de gestion du trafic aérien) de 5 M€ pour le porter à 10,1 M€. Cela permettra à l'entreprise de faire face aux conséquences de la crise sanitaire et de la baisse du trafic aérien, mais également d'investir dans de nouvelles technologies de surveillance.
- Les anciens employés d'Estonian Air ont signé un accord avec Nordica pour arrêter les poursuites judiciaires qu'ils ont intenté concernant des salaires impayés par Estonian Air. Pour rappel, une décision de justice avait statué sur la responsabilité de Nordica en tant que successeur de la compagnie aérienne Estonian Air.
- La compagnie Swiss Airline a ouvert une liaison entre Tallinn et Zurich deux fois par semaine.

Environnement

- Le ministre de l'Environnement a signé un décret encourageant l'Etat et les gouvernements locaux à privilégier les solutions plus respectueuses de l'environnement lors d'appel d'offre pour le mobilier, les produits de nettoyage, les équipements technologiques pour les agents et le papier.
- Le conseil municipal de Tallinn a adopté son plan climat, qui vise à rendre la capitale neutre en carbone d'ici 2050 et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030.
- La Commission européenne a lancé une procédure d'infraction contre l'Estonie pour les coupes de bois réalisées dans les zones protégées Natura 2000. Entre 2001 et 2019, le pays a coupé plus de 15 000 ha de forêts dans ces zones. Le ministère de l'Environnement a répondu à la Commission que les coupes ont été réalisées dans le cadre de l'objectif de conservation des sites. Les sites Natura 2000 sont protégés dans le cadre du Nature Conservation Act, mais les réglementations en place prenant en compte l'objectif de conservation des sites Natura 2000, ils ne sont donc pas placés sous une protection stricte. Le ministère est en train d'établir un amendement pour protéger spécifiquement les zones Natura 2000.



- A la suite d'une action intentée par l'ONG Eesti Metsa Abiks, la Cour administrative de Tallinn a interdit les coups d'arbres dans les zones Natura 2000.
- Le ministère de l'Environnement a organisé un séminaire en ligne avec l'OCDE pour discuter des défis de l'approvisionnement et de la gestion de l'eau.
- Selon une étude d'impact socio-économique commanditée par le bureau du Gouvernement, le ministère de l'Environnement et le ministère des Affaires économiques sur la hausse de l'ambition de réduction des émissions de GES au niveau européen, le durcissement du système d'échange européen de quotas impacterait le plus le secteur des schistes bitumineux, cependant un élargissement du système impacterait les consommateurs par la hausse des prix finaux des produits.
- L'Estonian Investment Center (KIK) a subventionné sept fois plus des campagnes de promotion pour les entreprises forestières que pour les campagnes de sensibilisation à la protection de l'environnement. Sur la période 2018-2021, le KIK a versé pour 148 000 € de subventions aux campagnes de protection de l'environnement contre plus de 1 M€ pour les autres. Le ministre de l'Environnement, aussi directeur du conseil de direction du KIK a admis que l'allocation pourrait être plus équilibrée.
- Le ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies de l'information a déclaré que malgré la nécessité de réaliser des études d'impacts environnementaux, le développement de l'Etat numérique n'a pas vraiment augmenté les dépenses. Il souligne que lors du développement de l'Etat numérique, l'environnement n'a pas été vraiment pris en compte, alors que son empreinte augmente de plus en plus.
- La ville de Tartu a reçu l'Award d'argent des destinations vertes délivré par l'organisation internationale Green Destinations.
- La ville de Tallinn se positionne à la quatrième place européenne des villes pour la qualité de l'air urbain.
- Le gouvernement estonien a approuvé la formation d'un comité de direction pour la politique climatique afin d'implanter la transition verte en Estonie.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.